

# **REVOLUTION COMMUNISTE**

Groupe marxiste internationaliste [ Collectif révolution permanente en France ]

## **Front unique en défense des retraites !**



**Tensions grandissantes dans le monde p. 2**

**Le gouvernement Macron-Philippe maintient le cap p. 4**

**Retraites : dirigeants syndicaux, cessez de négocier l'attaque ! p. 6**

**Urgences : pour faire céder le gouvernement, grève générale de tous les hôpitaux ! P. 8**

**Intervention au congrès du SNESup-FSU p. 9**

**Agressions fascistes à Lyon et à Nantes p. 10**

**Police : toute la vérité sur l'assassinat de Steve Maia Caniço ! p. 12**

**Algérie : ouvrir une perspective démocratique, collectiviste et internationaliste p. 13**

**Québec : contre la pseudo-laïcité xénophobe p. 17**

**Hongkong : contre la répression policière et la menace militaire p. 18**

**1989 : le massacre des étudiants et des ouvriers à Pékin p. 21**

**Note de lecture : les écrits de Trotsky sur la France de 1935 et 1936 p. 26**

**Daniel Sanvoisin, 1949-2019 p. 27**

**ABC du marxisme : l'impérialisme p. 28**

# Tensions grandissantes dans le monde

## Les signaux avant-coureurs d'une nouvelle crise économique

Les signaux se multiplient qui indiquent la possibilité d'une nouvelle crise du mode de production capitaliste. La crise internationale de 2008/2009 n'a été surmontée que par l'augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière partout dans le monde, par le sauvetage sur fonds publics des banques et de l'industrie automobile aux États-Unis et dans l'Union européenne, par la paupérisation dans de nombreux pays ou régions à l'intérieur de ces pays et par la poursuite et l'aggravation de la destruction de l'environnement, comme l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste aux États-Unis ou la déforestation en Amazonie. Partout les inégalités se creusent, les richesses se concentrent de plus en plus dans les mains d'une infime minorité.

À nouveau, s'accumulent toutes les prémices d'une nouvelle crise mondiale : surproduction, baisse de la croissance, hausse de l'endettement, bulles spéculatives, etc. L'OCDE a le 19 septembre abaissé ses prévisions de croissance de l'économie mondiale pour 2019 et 2020. Aux États-Unis comme dans la zone euro, les banques centrales relancent encore la planche à billets dans l'espoir qui reste pourtant vain de soutenir une croissance qui ralentit. Il y a aujourd'hui dans le monde quelque 15 000 milliards de dollars qui sont prêtés à des taux négatifs, ce qui fragilise les banques, tandis que les cotations de l'or, valeur refuge, dépassent aujourd'hui 1 500 \$ l'once, soit son niveau de mai 2011 quand il s'était envolé lors de la crise précédente.

La guerre commerciale entre les deux plus grands États capitalistes de la planète contribue à détériorer la situation économique et risque de précipiter la crise.

## La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine

La Chine, pour répondre à une remise en cause par Trump d'un accord passé en marge d'un sommet du G20 en juin au Japon, a décidé le 23 août l'imposition de taxes sur 75 milliards de dollars (67 milliards d'euros) d'importations en provenance des États-Unis, notamment sur des produits pétroliers et agricoles ainsi que sur les voitures. Trump a violemment réagi en déclarant : « *Nous n'avons pas besoin de la Chine et, franchement, nous nous porterions bien mieux sans eux* », et aussi : « *J'ordonne par la présente à nos merveilleux groupes américains de commencer immédiatement à chercher des alternatives à la Chine, y compris de rapatrier vos sociétés et de fabriquer vos produits aux États-Unis* ». Il a annoncé qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre, 250 milliards de dollars de marchandises importées de Chine seront taxés à 30 %, au lieu de 25 % actuellement. Et une taxe de 15 %, au lieu des 10 % prévus, sera appliquée aux

300 milliards de dollars d'importations chinoises restantes qui concernent notamment des produits de grande consommation à compter du 15 décembre.

Contrairement aux affirmations de Trump, cette guerre ne profite pas à tous les capitalistes américains et certainement pas aux travailleurs. Le *Wall Street Journal* a rappelé que l'industrie automobile américaine marque déjà le pas et que l'agriculture va souffrir plus encore de ces tensions. En réalité, le déficit commercial américain s'accroît, la croissance américaine est artificiellement soutenue par la planche à billets, le déficit budgétaire américain a augmenté de 17 % en 2018.

En Chine, la croissance économique a ralenti à 6,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre, au plus bas depuis au moins 27 ans ; la production industrielle est notamment affectée. En Grande-Bretagne, le PIB a baissé au 2<sup>e</sup> trimestre de 0,2 %. En Allemagne, dont l'économie dépend pour près de 50 % des exportations, il a reculé de 0,1 % sur le même période, l'industrie automobile est très touchée, les prévisions de croissance pour 2019 sont révisées à la baisse pour n'atteindre que 0,5 % selon la commission européenne. Elle est désormais considérée comme l'homme malade de l'Europe, ce qui signifie aussi que le gouvernement du capital doit y relancer l'offensive contre les travailleurs. L'instabilité politique, la crise tant de la CDU que du SPD, tout comme le développement du parti fascisant AfD, sont nourries par cet affaiblissement du principal impérialisme européen. En France, la croissance, moins dépendante de ses exportations, se poursuit (+0,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre) mais ce n'est qu'un répit.

L'Argentine et la Turquie subissent particulièrement les conséquences du ralentissement de l'économie mondiale et de la fébrilité des capitaux spéculatifs qui l'accompagne.

La guerre économique entre les États-Unis et la Chine et l'agressivité de l'impérialisme américain contre tous ses rivaux sont non seulement des facteurs de crise économique, mais aussi d'instabilité grandissante entre les principaux pays impérialistes et d'instabilité politique dans chaque pays.

## Le blocus de l'Iran par les États-Unis

L'Allemagne et la France qui ont été brutalement interdites de toute relation économique avec l'Iran et sont placées également sous la menace de taxes sur leurs exportations aux États-Unis, cherchent à contrer l'offensive. Mais renforcer l'Union européenne comme contrepoids relève d'une chimère.

Macron se pousse du col au sommet du G7 de Biarritz du 25 août, pour apparaître comme la première puissance politique et diplomatique européenne. Sortant

un ministre iranien de son chapeau, il prétend relancer le dialogue entre les États-Unis et l'Iran et offrir à ce dernier un crédit de 15 milliards d'euros pour adoucir les sanctions économiques. Mais en moins de trois jours, ces prétentions sont réduites à néant. Les États-Unis ne relâchent pas leur pression, ils poussent les feux du Brexit. Trump promet au Royaume Uni une fois sorti de la communauté européenne « *un très grand accord commercial, plus grand qu'il n'en a jamais connu* ».

Contre l'Iran, l'impérialisme dominant resserre son étouffement. Il mobilise ses alliés, Israël et Arabie saoudite pour préparer, à défaut d'un engagement direct de l'armée américaine, une éventuelle intervention militaire de leur part. Les manoeuvres militaires et provocations diverses dans le détroit d'Ormuz, les interventions de l'aviation israélienne en Syrie, au Liban et même en Irak contre les positions de l'Iran ou celles de ses alliés cherchent à pousser le régime iranien à la faute dans le déclenchement de la guerre. L'attaque des installations pétrolières saoudiennes le 14 septembre par des drones et des missiles, attribuée à l'Iran, rajoute à l'extrême tension qui peut à tout moment dégénérer en guerre ouverte.

Aucun impérialisme ne souhaite déclencher une guerre généralisée, mais les impérialismes américain, chinois et russe agissent pourtant, directement ou par pays interposés, aux limites de la confrontation militaire comme en Syrie, en Ukraine, en mer de Chine, à la frontière entre l'Inde et le Pakistan et jusqu'en Arctique.

La guerre économique accélère les tendances nationalistes. La montée des courants xénophobes, populistes, plus ou moins fascistes qui arrivent jusqu'au pouvoir au travers des vieilles formations politiques (États-Unis, Japon ...) ou sous forme de partis plus récents (Hongrie, Pologne, Brésil, Italie, Autriche, Turquie, Inde, Philippines...) va de pair avec des reculs de la classe ouvrière. La guerre économique bouscule aussi les compromis laborieusement établis entre les bourgeoisies européennes, les vieilles alliances entre les puissances impérialismes sur le plan mondial.

### **La crise politique en Grande-Bretagne**

En Grande-Bretagne, le succès aux élections au Parlement européen, en mai 2019, du Parti du Brexit de Farage qui avait obtenu près de 32 % des voix, loin devant les tories (Parti conservateur : 9 % des voix) et les travaillistes (LP : 14 %) a entraîné d'abord l'incapacité de Theresa May à faire accepter l'accord négocié avec l'UE, puis la désignation de Boris Johnson, partisan du Brexit coûte que coûte avant le 31 octobre. La bourgeoisie britannique ne parvient pas à se dépêtrer de cette aventure. Le grand capital est sans doute très majoritairement contre le Brexit et a fortiori contre un Brexit sans accord, même si quelques éléments du capital financier parasitaire s'imaginent encore plus libres de leurs mouvements une fois hors de l'UE.

Corbyn, le dirigeant du Parti travailliste, tente de réunir une coalition sans principe avec les fractions de la représentation politique de la bourgeoisie écossaise et anglaise opposées à Johnson. Mais l'opposition reste hétéroclite, entre les partisans d'un Brexit avec accord et ceux qui sont contre le Brexit. Elle est parvenue à bloquer le premier ministre au Parlement, mais sans pouvoir proposer d'autre issue qu'une nouvelle demande de report du Brexit.

Les bourgeoisies continentales sont divisées sur la question, l'Allemagne qui a beaucoup à perdre d'une rupture sans accord y serait favorable tandis que la bourgeoisie française qui espère tirer avantage du départ de la Grande-Bretagne est sur une ligne beaucoup moins conciliante. Trump a promis à Johnson, lors du G7 de Biarritz, un accord commercial merveilleux avec les États-Unis dès qu'il se serait débarrassé de l'Union européenne, mais Johnson l'a accueilli prudemment. La bourgeoisie britannique sait aussi qu'en cas de sortie de l'Union européenne, l'impérialisme américain lui imposera ses conditions.

### **Il faut un programme**

Contrairement aux années 1920-1930, nulle part la classe ouvrière n'a été écrasée. Au Brésil, en Turquie, en Autriche, elle peut relever la tête. En Turquie, précisément parce que ce n'est pas encore le fascisme, Erdogan a subi une défaite relative aux élections municipales en perdant plusieurs grandes villes, certes au profit d'autres partis bourgeois. Sa tentative pour récupérer Istanbul a échoué. En Hongrie, il y a eu des manifestations importantes contre Orban. En Italie, même sous le gouvernement Salvini-Di Maio, se sont déroulées d'importantes manifestations. Et au Soudan, en Algérie et à nouveau en Égypte aujourd'hui ! Pour triompher, la lutte pour les libertés démocratiques ou pour les revendications économiques doit se conduire sur la ligne du front unique de toutes les organisations ouvrières et rallier la majorité des étudiants et des soldats ainsi qu'une fraction de la petite bourgeoisie.

La classe ouvrière ne doit pas tomber dans l'illusion d'une solution nationale, dans le chauvinisme façon PCF, LFI, PRCF, POID (défendre « la nation », sortir de l'UE, prendre des mesures protectionnistes), ni dans l'économisme, dans le trade-unionisme du type LO (se borner aux revendications et aux grèves économiques), ni dans le crétinisme parlementaire genre PS, PCF, LFI, POID, POI (défendre « la République », demander une assemblée constituante), ni dans le mouvementisme cher au NPA, à Ensemble et à l'UCL (additionner sans fin « les luttes »). Elle doit unir les opprimés autour d'elle dans le but de prendre le pouvoir, de renverser le capitalisme et d'ouvrir la voie du socialisme mondial. Ce n'est pas la combattivité qui manque, c'est la clarté politique.

22 septembre 2019

# Le gouvernement Macron-Philippe maintient le cap

## Le président « progressiste » et les migrants

Le gouvernement expulse plus que celui de Sarkozy et Fillon. Le président « progressiste » copie Le Pen.

*Les bourgeois n'ont pas de problème avec l'immigration : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec.* (Emmanuel Macron aux parlementaires LREM et MoDem, 16 septembre 2019)

*L'immigration ce ne sont pas les élites qui la vivent, qui la subissent, ce sont les classes populaires, ce sont les classes moyennes.* (Marine Le Pen, France 2, 23 février 2012)

Les pauvres vivent difficilement, étrangers comme de nationalité française. Ni Le Pen ni Macron n'ont jamais vécu dans un des quartiers populaires où se concentrent les problèmes de pauvreté, de logement insalubre, de chômage, d'illettrisme, de délinquance. Le Pen a même grandi dans un manoir de 430 m<sup>2</sup> situé dans un parc de 5 000 m<sup>2</sup> (Hauts-de-Seine).

En fait, les « bourgeois » fuient la compagnie des pauvres, fussent-ils français, et fréquentent assidument des étrangers, à condition qu'ils soient riches et puissants. Les « bourgeois » ont plusieurs résidences, souvent dans plusieurs pays, mais toujours loin des pauvres (sauf si c'est du personnel domestique). Leurs loisirs se déroulent entre eux. Leurs enfants étudient séparés des enfants des travailleurs. Les capitalistes de tous les pays vivent de l'exploitation des travailleurs quelle que soit la couleur de leur peau et leur nationalité.

Aucune « politique de l'immigration » ne peut empêcher des pauvres et des persécutés de fuir leur pays, sauf à instaurer un État totalitaire, mais elle sert à les priver de droits, à les opposer aux autres travailleurs et ainsi affaiblir la classe ouvrière. En outre, la xénophobie débouche inévitablement sur le racisme envers les descendants d'immigrés arabes ou noirs, même quand ils sont français de nationalité. L'attitude de la police envers les supporters de l'équipe de football d'Algérie l'a montré en juillet.

## La poursuite des contre-réformes

Macron et LREM poursuivent le démantèlement des bastions des luttes sociales mené méthodiquement depuis 1987 : liquidation du statut des cheminots en 2018, facilitée par la négociation du plan par les appareils syndicaux et leurs grèves par intermittences, et maintenant projet d'éclatement d'EdF, présenté aux syndicats le 20 juin.

Macron et LREM ont continué la politique de tous les gouvernements précédents contre le droit à l'instruction, au détriment des enfants des travailleurs et des travailleurs de l'enseignement public. Ils ont réussi à instaurer la sélection à l'entrée à l'université et à démanteler le baccalauréat. Ils étranglent financièrement les petites universités. Pourtant, loin de lui déclarer la guerre, les chefs syndicaux ont minimisé la portée des attaques et ont même félicité à la rentrée le gouvernement.

*Ma porte a toujours été ouverte, j'ai fait plus de quatre-vingt-dix réunions avec les organisations syndicales l'année dernière. Je reste serein pour cette rentrée car mes récentes rencontres avec les syndicats me montrent que nous avons de part et d'autre envie d'un dialogue social utile et approfondi.* (Jean-Michel Blanquer, Marianne, 29 août 2019)

Macron et LREM ont poursuivi la politique de tous les gouvernements précédents contre le droit à la santé de la masse de la population, aggravant les conditions de travail des travailleurs de la santé publique. La situation dramatique des services d'urgence est la conséquence la plus visible mais d'autres symptômes sont l'étranglement de la psychiatrie publique, la désertification médicale d'une partie du territoire, les tensions dans les EHPAD, la pénurie de certains médicaments...

Macron et LREM ont rendu plus facile le licenciement (ordonnances contre le travail) et s'en prennent aux chômeurs qu'ils présentent comme des fainéants qui pourraient traverser la rue pour trouver un emploi.

Le 18 juin, le gouvernement a présenté son plan contre l'assurance-chômage : les conditions d'accès à l'indemnisation sont durcies, la formule de calcul de l'allocation a été revue et le montant des allocations abaissé pour les meilleurs salaires. Les mesures entreront en vigueur entre novembre 2019 et mars 2021. D'après la simulation de l'Unedic du 4 juillet, 40 % des chômeurs (1,2 million de personnes) y perdraient.

Macron et LREM veulent porter un coup supplémentaire au droit à la retraite d'ici l'été 2020 avec le raboutage des avantages qui subsistent dans les « régimes spéciaux » et le système à points. Pour cela, ils associent étroitement les syndicats qui s'y prêtent avec servilité.

Le 6 septembre, Martinez s'est rendu à la convocation du premier ministre ; le 15, il a demandé à être reçu par le président. Qui peut croire qu'il va en sortir autre chose que ce que le candidat Macron avait annoncé et que son gouvernement n'a jamais caché ?



*La deuxième phase est celle de nouvelles réformes amples, profondes, pas moins ambitieuses...* (Emmanuel Macron aux parlementaires LREM et MoDem, 16 septembre 2019)

Quand le premier ministre affirme au Conseil économique et social le 12 septembre qu'il ira jusqu'au bout, les bureaucrates syndicaux qui en font partie, après l'avoir écouté docilement, déclarent à la sortie : « *Je n'ai rien entendu de déterminant* » (Philippe Pihet, FO, *Le Monde*, 13 septembre) ; « *Tout cela reste un peu flou* » (Régis Mezzasalma, CGT, idem). La direction de la CGT veut aller à l'Élysée tandis que celle de Solidaires se plaint de ne plus être associée aux concertations.

### **Les exceptions à l'austérité**

L'austérité ne concerne ni les capitalistes, ni l'appareil répressif de l'État. Au passage, l'État français ne se soucie guère des règles de l'Union européenne que le RN ou LFI dénoncent comme des contraintes inacceptables imposées de l'étranger à la souveraineté française.

En 2017, pour faire passer la modification de l'ISF, le gouvernement a inventé des taxes sur les grosses cylindrées, les lingots d'or ou les yachts. Seuls quelques navires de luxe auraient payé moins de 300 000 euros en 2019. La TVA qui pèse sur la consommation populaire a rapporté 161,9 milliards d'euros en 2018.

Dans le projet de budget de l'État de 2020, le crédit impôt-recherche (6 milliards d'euros d'impôt en moins) et la niche fiscale sur le mécénat (900 millions) sont maintenus. L'impôt sur les sociétés est limité (31 % des bénéfices déclarés pour les grandes entreprises, 28 % pour les PME) et devrait reprendre sa baisse en 2021.

Quelques ministères ont des effectifs qui augmentent. Les trois premiers sont « la justice » (+ 1 183 équivalents temps plein), « l'intérieur » (+ 1 301), « les armées » (+ 452). Plus le monde s'enfonce dans la guerre commerciale, la destruction de l'environnement et les conflits armés, plus les inégalités et la paupérisation s'aggravent, plus il faut de douaniers, de flics, d'espions, de militaires, de juges et de gardiens de prison.

### **Quand les « réformistes » s'allient au parti de Sarkozy et Fillon**

Les partis sociaux-impérialistes ne s'y opposent pas. Les parlementaires du PCF demandent à Macron plus d'argent pour l'armée, le programme de LFI demande 2 000 policiers de plus. Mais quand la police et la justice « de la République » se penchèrent sur les finances de LFI en octobre 2018, Mélenchon, Corbière et Coquerel se firent insoumis. Pour autant, LFI et son chef suprême ne considèrent pas que la justice et la police sont des instruments de la domination de classe. Leur pitoyable explication est que ces nobles institutions au-dessus des classes seraient soudain « instrumentalisées » par Macron.

Contre toute vraisemblance, Mélenchon en vient à défendre Ferrand, le président du groupe LREM et allié fidèle de Macron, qui a été pris la main dans le sac dans un financement sur fonds publics des affaires de son épouse : « *peut-être M. Richard Ferrand est tombé dans un piège* » (*Libération*, 12 septembre). À quand le soutien aux époux Balkany, et aux époux Fillon ?

LFI refusait toute unité avec le PS, mais elle n'est pas si regardante avec EELV, le MRC, voire LR. Après tout, LFI, le PCF, le PS, la CGT s'entendent déjà avec LR pour une campagne commune contre la privatisation d'Aéroports de Paris.

*Une députée LFI assise au côté d'un député LR, des drapeaux CGT qui s'agitent dans une salle acclamant des élus de droite... L'image d'une telle unité est peu commune. Mercredi soir, des députés de tous bords ont partagé la scène de la Bourse du travail à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) lors du lancement de la campagne du référendum contre la privatisation du groupe ADP. Une réunion « peu banale », a reconnu le député communiste Stéphane Peu à l'origine de l'événement, mais « il y a en jeu un intérêt national qui dépasse les clivages, pour que le peuple puisse se prononcer ». (*Libération*, 20 juin 2019)*

À partir du moment où la défense de la souveraineté nationale remplace la lutte des classes, les alliances n'ont pas de limite à droite : « *C'est une cause d'intérêt général. Il faut un front très large.* » (Éric Coquerel, *Le Monde*, 20 septembre).

### **Pour un front unique ouvrier en défense des retraites**

Alors que les dirigeants des syndicats acceptent de poursuivre la « concertation » avec le gouvernement, sur les lieux de travail, la dispersion règne.

La RATP a connu une grève massive le 13 septembre sur la question des retraites, mais séparée : comme si les travailleurs du métro débrayaient pour la défense d'intérêts particuliers et comme s'ils pouvaient empêcher à eux seuls une loi contre toutes les retraites.

Le 16 septembre, c'étaient les travailleurs du transport aérien. Les syndicats d'EDF ont appelé à une « journée d'action » le 19 septembre contre la restructuration. FO manifeste le samedi 21 septembre à propos des retraites. La CGT appelle le 24 septembre à une « journée d'action » ralliée par Solidaires. Le Collectif inter-urgences convoque des manifestations régionales le 26 septembre.

Pour vaincre le gouvernement, pour défendre le droit à la retraite et le droit à la santé, il faut que les travailleurs imposent la fin des négociations du projet de loi contre les retraites, réalisent l'unité des organisations syndicales, préparent la grève générale.

21 septembre 2019

# Dirigeants syndicaux, cessez de négocier l'attaque contre les retraites !

Malgré les concessions obtenues en 1945, en 1968, en 1981, le système des retraites français a toujours été déformé par le capitalisme : prélèvements sur les salaires, cogestion par le patronat, inégalités du temps d'activité reproduites dans les pensions, pénalisation des femmes et des précaires, ponctions opérées par l'État sur les retraites des travailleurs salariés au bénéfice des exploitants agricoles, transfert de fait des ouvriers et des employés vers les cadres à cause de la durée de vie plus longue des derniers...

En outre, depuis le « livre blanc » du gouvernement Mitterrand-Rocard (1991), l'État bourgeois a diminué systématiquement le droit à la retraite : allongement de la durée de cotisation à 40 ans et calcul sur les 25 meilleures années dans le privé par le gouvernement Balladur (1993), allongement de la durée de cotisation à 42 ans par le gouvernement Chirac-Raffarin (2003), alignement des « régimes spéciaux » par le gouvernement Sarkozy-Fillon (2007), report de l'âge de la retraite à 62 ans par le gouvernement Sarkozy-Fillon (2010), durée de cotisation portée à 43 ans par le gouvernement Hollande-Ayrault (2013).

Résultat : en moyenne, les travailleurs nés en 1940 sont partis à 60 ans avec 80 % de leur salaire, ceux nés en 1980 partiront en moyenne à 64 ans avec moins de 67 %. Mais cela n'est jamais assez pour le capital.

Macron, quand il était candidat, n'a jamais caché son intention de porter un coup supplémentaire en plafonnant la part des retraites dans le PIB (alors qu'il y a de plus en plus de retraités dans la population) et en instaurant un système unique et à points.

En octobre 2018, Delevoye a présenté aux chefs syndicaux le plan de Macron, Philippe et Buzyn pour préparer un projet de loi à soumettre au parlement fin 2019 ou début 2020 :

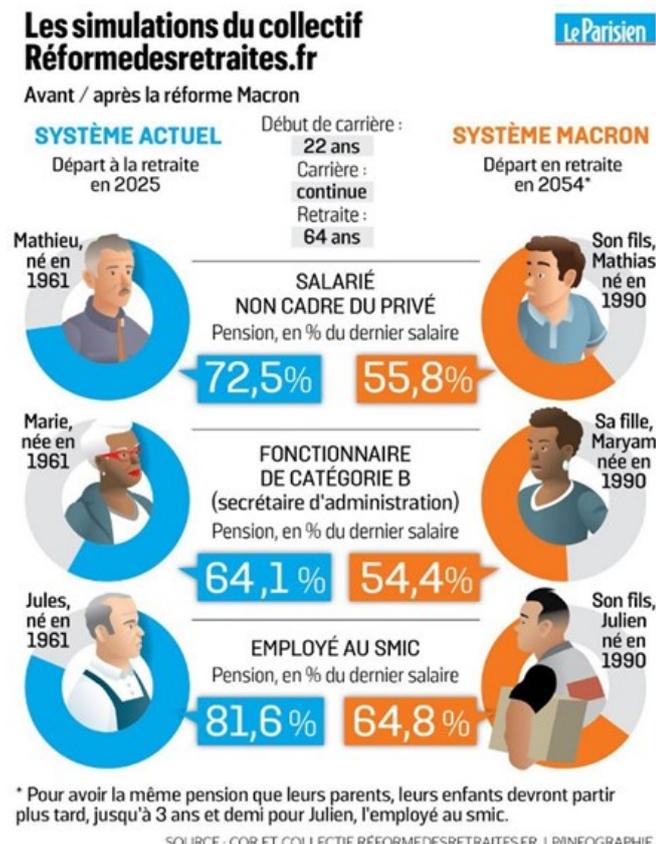
- Un régime unique (incluant les indépendants et liquidant les « régimes spéciaux ») ; l'exception sera, comme il fallait s'y attendre, les membres de l'appareil répressif de l'État (armée, police, justice) ; l'unification des régimes permettra de faire payer les pensions des « indépendants » (dont certains sont des patrons) par les salariés et fera converger les droits de ces derniers non vers le haut, mais vers le bas.
- Un système par points (comme celui adopté en 1999 pour les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO gérées par les « partenaires sociaux » dont la CGT, FO et la CFDT, qui a fait diminuer le taux de remplacement de ce régime de plus de 30 %) ; le système remet dans les mains de l'État la valeur du point qui fluctuera selon le niveau de croissance (en cas de récession, la valeur du point baissera), l'espérance de vie de la génération partant en retraite (plus elle serait nombreuse, plus la valeur du point baisserait), etc.

Le taux de remplacement pourrait baisser encore de plus de 20 %.

*Présenter une pareille diminution des moyens d'existence de toute une classe comme une « réforme », alors que c'est un crime qui est sur le point de se commettre... Après l'employeur qui prélève sur le produit du travail ouvrier le plus qu'il peut, un maximum de bénéfices, de dividendes et de profits, vous voudriez, vous, pouvoirs publics, ajouter une nouvelle prise à la prise déjà opérée. (Jules Guesde, Allocution à l'Assemblée nationale sur les retraites, 31 mars 1910)*

Pourtant, pendant 18 mois, jusqu'en mai 2019, les chefs des organisations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC, Solidaires, UNSA et FSU) se sont rendus docilement aux convocations du gouvernement Macron-Philippe et ont fait des « propositions » à son représentant, le « haut-commissaire » Delevoye.

Le gouvernement a ajouté au dernier moment l'âge pivot de 64 ans, conformément aux préconisations du Conseil d'orientation des retraites (où siègent contre



rémunération des représentants de la CFDT, de la CGT, de FO, de l'UNSA, de la CFE-CGC, de la CFTC). Mais la CFDT et l'UNSA qui soutenaient ouvertement l'instauration du système à points, ont renâclé sur l'âge pivot.

Fin août, rendu prudent par le mouvement inattendu des Gilets jaunes, Macron joue les prolongations, sans renoncer à l'essentiel.

*Le 26 août, Emmanuel Macron a fait une annonce surprise. Interrogé, en clôture du G7 à Biarritz, sur la réforme à venir des retraites et les critiques sur l'instauration d'un âge du taux plein à 64 ans, le chef de l'État a indiqué « préférer qu'on trouve un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge », dans les discussions à venir avec les partenaires sociaux... En privilégiant la durée de cotisation, le chef de l'État cherche le soutien de la CFDT pour cette réforme cruciale de son quinquennat. (Les Échos, 2 septembre 2019)*

Les 5 et 6 septembre, les dirigeants de FO, de la CFTC, de la CFDT, de l'UNSA, de la CGT et de la CFE-CGC se sont successivement rendus à Matignon pour rencontrer Philippe, Buzyn et Delevoye (récompensé entretemps d'un poste de ministre) afin de peaufiner le projet du gouvernement.

*Sur la participation de FO à un éventuel processus de concertation, Yves Veyrier a prévenu : « Nous ne ferons rien qui laisse entendre que c'est perdu d'avance ». (FO, Réforme des retraites : FO réaffirme ses positions, 5 septembre 2019)*

*Les partenaires sociaux ont été reçus ces 5 et 6 septembre par le Premier ministre et les membres du gouvernement chargés du dossier des retraites. L'occasion de tenter d'infléchir le projet du gouvernement. (CGT, Retraite : une autre réforme est possible, 6 septembre 2019)*

Les directions syndicales continuent donc à négocier l'attaque contre les retraites, l'augmentation de la durée de l'exploitation et la paupérisation des vieux travailleurs. Les bureaucrates se gardent bien de menacer le gouvernement de la grève générale. Certains camouflent leur soumission avec les sempiternelles diversions des « journées d'action » décrétées le 13 septembre à la RATP ; le 21 septembre pour FO ; le 24 septembre pour la CGT. Leurs appels n'exigent même pas le retrait du projet du gouvernement.

*La CGT appelle l'ensemble des salariés, les retraités et les privés d'emploi à se mobiliser dès le 24 septembre, pour imposer une amélioration des droits à la retraite de toutes et tous, pour qu'urgence sociale et urgence environnementale se conjuguent au présent. (CGT, 6 septembre 2019)*

Les adjoints politiques des bureaucraties syndicales (PCF, PS, LFI, LO, NPA, POID, UCL...) couvrent l'impli-

cation de ces dernières dans l'élaboration de l'attaque réactionnaire et ils appuient leurs diversions.

*De nombreuses journées de luttes sectorielles fleurissent en ce mois de septembre... C'est tant mieux si elles permettent d'accumuler des forces pour converger dans un grand mouvement d'ensemble, de grèves qui se généralisent contre ce gouvernement. La grève interprofessionnelle du 24 septembre, appelée entre autres par la CGT, doit être le premier point de rendez-vous de toutes celles et de tous ceux qui veulent aller dans ce sens. (NPA, 2 septembre 2019)*

*Des journées de mobilisation sont organisées contre cette réforme des retraites, dont celle proposée par la CGT le 24 septembre. Ce sont des occasions à saisir pour commencer la mobilisation contre l'ensemble des attaques. (LO, 2 septembre 2019)*

*Le 24 septembre, à l'appel de la CGT et de Sud, les communistes seront également mobilisés dans la rue pour manifester leur colère contre cette réforme injuste. (PCF, 4 septembre 2019)*

Si les directions syndicales ont une nouvelle fois les mains libres pour trahir, la défaite est assurée.

Sur les lieux de travail, dans les syndicats, discutons et organisons-nous pour empêcher ce nouveau coup contre le travail, pour vaincre le gouvernement du capital.

Retrait du plan Macron-Philippe-Buzyn-Delevoye !

Augmentation des cotisations patronales ! Suppression des cotisations des salariés !

Abrogation des lois antérieures contre les retraites ! Retour aux 37,5 années de cotisation et à 60 ans d'âge de la retraite ! Calcul du montant de la pension sur les 6 meilleurs mois pour tous ! Maintien des compensations pour les femmes et les travaux pénibles ! Taux de remplacement à 75 % (sauf pour les PDG qui touchent déjà des « retraites chapeau ») ! Pas de pension au-dessous du Smic !

Intégration des régimes de retraite complémentaires au régime général ! Une seule caisse pour tous les salariés, gérée par leurs seuls représentants !

Le capitalisme en déclin détruit toutes les conquêtes sociales antérieures. Le rôle des partis issus de la classe ouvrière et des syndicats de salariés n'est pas d'accompagner cette régression, cette réaction.

Boycott de la concertation ! Dirigeants syndicaux, sortez du Conseil d'orientation des retraites !

Assez des journées d'action impuissantes ! Préparation de la grève générale jusqu'au retrait du projet de loi !

7 septembre 2019

# Pour faire céder le gouvernement, grève générale de tous les hôpitaux !



Commencée le 18 mars, la grève des services d'urgences n'a pas cessé de s'étendre malgré les mesures de rétorsion, les manoeuvres et les réponses dilatoires du gouvernement.

Les personnels des urgences n'en peuvent plus. Ils demandent les postes nécessaires, estimés à 10 000 postes, l'augmentation immédiate du budget des hôpitaux et des EHPAD de 5%, l'augmentation immédiate des salaires des infirmiers et aides-soignants de 300 € net et l'augmentation immédiate des primes et indemnités des médecins urgentistes.

Le 12 juin, plus de 100 services d'urgence étaient en grève alors que le gouvernement faisait réquisitionner chez eux par la gendarmerie des travailleurs en arrêt maladie ! La ministre de la Santé Buzyn annonçait que la prime sécurité serait portée à 100 € nets et versée désormais à tous les personnels des urgences, hors médecins, à partir du 1<sup>er</sup> juillet. Elle indiquait qu'une enveloppe de 15 millions serait disponible « *afin de permettre aux services d'urgence en tension de renforcer leurs effectifs paramédicaux durant la période estivale et de maintenir ainsi un maximum de lits ouverts* ».

En réalité, pendant tout l'été, les services d'urgence ont fonctionné dans des conditions encore plus difficiles ! Les soignants des urgences n'acceptent pas. La grève continue de s'étendre. Le 10 septembre, 250 services d'urgence sont en grève, les médecins urgentistes rejoignent le mouvement.

Le 9 septembre, la ministre annonçait un plan de 750 millions d'euros sur 3 ans, la création d'un service d'accès aux soins, après d'autres mesures gadget comme la vidéo-assistance entre EHPAD et SAMU, etc. Pas un lit supplémentaire, pas un poste supplémentaire, pas une seule augmentation ! Les 750 millions annoncés ne sont pas des crédits en plus, mais le redéploiement de crédits existants !

Comment faire céder la ministre Buzyn et le gouvernement Macron-Philippe ?

La ministre annonce de nouvelles concertations pour mieux faire accepter ses plans :

Aucun représentant syndical, aucune concertation sur les plans du gouvernement !

Le gouvernement espère que la détermination des travailleurs des urgences finira par s'effilochoer dans la durée. Il ne craint nullement les journées d'action sans perspective qu'organisent périodiquement les directions syndicales qui ne font qu'épuiser la combattivité des personnels.

Les personnels des urgences sont en grève pour leurs revendications, mais les travailleurs des autres services hospitaliers ne sont guère mieux traités.

C'est tous ensemble qu'il faut se dresser contre le gouvernement !

Grève générale de tous les hôpitaux !

Assemblées générales dans tous les hôpitaux !

Les personnels doivent contrôler leur mouvement : comités de grève élus !

Face au gouvernement, coordination nationale des comités de grève, comité national de grève !

10 septembre 2019

## RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
section française du Collectif révolution permanente  
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)  
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP  
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

**ARTP**  
**AGECA service BP**  
**177 rue de Charonne**  
**F-75011 PARIS**

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol,  
esperanto, français, turc :  
**revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Site de PD / Turquie : **patronsuzdunya.com**

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015  
avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

## Intervention au congrès national du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup-FSU), 25 juin 2019



Le gouvernement Macron-Philippe a restreint dans la loi et dans les faits la liberté de manifester. Les violences policières se sont déchaînées contre les gilets jaunes, jusqu'à l'attaque des cortèges syndicaux par la police le 1er mai à Paris. Cette violence étatique est le revers des attaques que le gouvernement mène contre les salariés des entreprises, les retraites, la fonction publique, les hôpitaux publics, les chômeurs.

À chaque fois, le gouvernement organise des concertations avec les directions nationales des syndicats notamment pour faire passer les ordonnances en 2017, pour privatiser la SNCF en 2018, contre le statut des fonctionnaires et pour attaquer nos retraites depuis 18

mois ! C'est également le cas contre notre secteur, celui de l'enseignement supérieur.

Il y a deux ans, le gouvernement organisait des « groupes de travail » sur la « réussite en licence », notre syndicat y participait. Il en résulta la loi ORE, la sélection à l'entrée en licence et Parcoursup, qui a empêché des dizaines de milliers de bacheliers d'accéder à la formation de leur choix, et exclu une partie d'entre eux de l'accès à l'enseignement supérieur.

Fin 2018, le gouvernement osait nommer « Bienvenue en France » son projet visant à multiplier par 16 les droits d'inscription pour les étudiants hors UE.

Le 1<sup>er</sup> février, le premier ministre Philippe annonçait un projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche, pour une mise en application début 2021. À cet effet, trois « groupes de travail » ont été constitués et la ministre envoya aux universités trois « lettres de mission », leur disant clairement ce qu'elles devaient faire pour alimenter les réflexions des groupes de travail, dont notamment un renforcement de la recherche par projet ou sur contrat avec le privé.

C'est aussi en se concertant avec les directions syndicales du secondaire que Blanquer a mené son attaque contre le baccalauréat qui ne sera plus le premier grade universitaire mais bien un examen sélectif complétant la loi ORE.

La négociation des plans gouvernementaux contre le code du travail, contre les cheminots, contre les fonctionnaires, contre les retraites, ne sert que le gouvernement.

Le gouvernement Macron, Philippe et Vidal n'est pas un partenaire à qui il faudrait faire des propositions. C'est un adversaire qui, lui, sait ce qu'il veut : servir la bourgeoisie française, donc privatiser et soumettre au profit, restreindre le droit aux études et s'en prendre aux travailleurs de l'enseignement supérieur.

Il en découle la pénurie de moyens, notamment le manque criant de postes statutaires, alors que les universitaires sont surchargés d'heures d'enseignement et de tâches administratives, que la précarité des travailleurs n'a cessé de croître.

Pour en finir avec la pénurie, pour bloquer l'offensive contre la recherche et l'université publiques, arracher les revendications, la première condition est de rompre avec le gouvernement, ses prétendues concertations. Les organisations syndicales doivent refuser de participer aux discussions avec le gouvernement sur ses projets contre les étudiants, les universitaires et les chercheurs.

La colère gronde. Pour qu'elle serve à bloquer les projets du gouvernement, pour le vaincre, il faut en terminer avec les journées d'action. Par exemple, l'appel des fédérations de fonctionnaires signé par la FSU pour la journée d'action du 9 mai ne se prononçait pas pour le retrait du projet contre les fonctionnaires. Il faut ouvrir la perspective d'assemblées générales, de comités de grève élus, celle de la grève générale.

C'est pourquoi je dépose la motion suivante :

*Le congrès du SNESup-FSU rejette toute concertation des projets gouvernementaux. Il se prononce pour le départ des représentants de la FSU du Conseil économique, social et environnemental, du Conseil d'orientation des retraites et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.*

*Le congrès demande à la FSU et à toutes les confédérations d'exiger le retrait pur et simple des projets contre les fonctionnaires et les chômeurs, de préparer ensemble la grève générale pour vaincre le gouvernement et satisfaire les revendications (augmentation des salaires, respect des statuts, titularisation des précaires, maintien de nos retraites, etc.).*

[La bureaucratie qui contrôle le syndicat a refusé de soumettre cette motion au vote du congrès]

un point de vue marxiste sur l'actualité [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)  
pour combattre avec les communistes [groupe.marxiste.inter@gmail.com](mailto:groupe.marxiste.inter@gmail.com)



### Cahiers révolution communiste

- n° 23 Lukács : Lénine, 1924
- n° 22 CoReP : Pour les États-Unis socialistes d'Europe, 2005-2019
- n° 21 Trotsky : La grève générale en France, compilation 1936
- n° 20 Trotsky : Contre le Front populaire, compilation 1935
- n° 19 Trotsky : Face à la menace fasciste en France, compilation 1934
- n° 18 CoReP : plateforme, 2017
- n° 17 GMI : programme, 2017
- n° 16 La mobilisation de 2016 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution, 1917
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée, 1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste, 1847
- n° 12 4<sup>e</sup> Internationale : manifeste, 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit, 1865
- n° 9 Bolchevisme contre l'ambertisme, 2016
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre, 1915
- n° 6 Marx : la crise, 1847-1875
- n° 5 4<sup>e</sup> Internationale : programme, 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale, 2015
- n° 3 Chili 1970-1973, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple, compilation 1911-1934
- n° 1 GMI : plateforme, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP  
2 euros auprès des militants

## Nantes : des fascistes attaquent un bar

Le 6 juillet, une bande de nervis a attaqué un café de Nantes (Loire atlantique) à la recherche des « antifas ».

*Entre minuit et une heure du matin, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 juillet, plusieurs individus sont entrés dans le bar Hopopop Café, situé allée du Port-Maillard, quartier Bouffay, à Nantes. Encagoulés, porteurs de gants et armés de matraques télescopiques, les hommes ont aspergé les clients de gaz lacrymogène et lancé un fumigène.... Plusieurs personnes incommodées par les lacrymogènes ont été soignées sur place par les pompiers. Un homme a été conduit au CHU de Nantes pour des soins au front. (Ouest-France, 6 juillet 2019)*

La bande relèverait de la mouvance Breizh Firm et le meneur de l'opération semble être un militaire.

*Mis en examen après l'attaque du Hopopop Café, dans la nuit du 5 au 6 juillet, l'homme de 24 ans, engagé au 5<sup>e</sup> Rima de Vannes, a fait appel de son placement en détention devant la chambre de l'instruction de Rennes... Il nie les faits, mais deux autres mis en examen le désignent comme le principal instigateur de cette expédition. (Ouest-France, 17 juillet 2019)*

Parmi les 8 nazillons interpellés, figure Bryan Guitton, habitué des réseaux sociaux anticomunistes, participant à la Manif pour tous, membre successivement du FNJ, du RF, des NA, de TV, du MAS, de GI, agresseur récidiviste des manifestations homosexuelles ou ouvrières à La Roche-sur-Yon (Vendée) et à Nantes.

Les groupes fascistes se sentent pousser des ailes, avec les succès électoraux en Europe des partis nationalistes et fascistes, la contamination xénophobe des partis établis, la banalisation de la haine raciste et misogyne dans les réseaux sociaux.

Tout laisse redouter, en complément des forces policières, d'autres agressions envers les antifascistes les immigrés, les militants LGBT, les musulmans, les féministes mais aussi les mobilisations ouvrières, piquets de grève et manifestations. Par exemple, des fascistes ont attaqué le NPA lors d'une manifestation le 26 janvier à Paris.

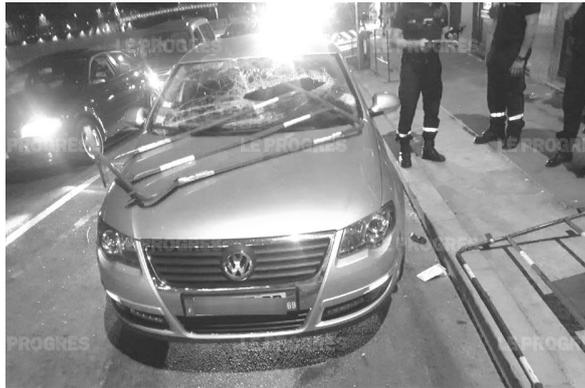
18 août 2019, correspondant

## Lyon : des supporters de l'équipe d'Algérie et des locaux ouvriers visés par les fascistes

En plus des violences policières habituelles reflétant la politique raciste du gouvernement Macron-Philippe, nous avons assisté à Lyon le 19 juillet à des attaques ciblées menées par des groupes ouvertement racistes et fascistes.

Alors que les grands médias n'ont pas arrêté de stigmatiser durant toute la compétition l'attitude supposée violente des supporters algériens, les rendant responsables des pires méfaits, rien n'a été dit, dans un premier temps, de ces attaques. Il faut dire que le contexte répressif stigmatisait fortement les supporters algériens. En effet, à chaque victoire de l'équipe d'Algérie en phase finale de la Coupe d'Afrique des Nation de football, les forces de polices ont toujours procédé de la même manière : blocage des ponts amenant au centre-ville, pas de drapeaux algériens dans la presque île de Lyon, gazage massif de tout le quartier de la place du Pont, à forte population d'origine maghrébine, et utilisation du LBD pour effrayer et mutiler. Pour la finale, les consignes de la préfecture de Lyon étaient claires : pas de possibilité de se rassembler devant un écran géant, vente d'alcool prohibée, utilisation de fumigènes, de pétards et de feux d'artifice interdite. Les possibilités de fêter la victoire étaient donc très minces pour les supporters de l'équipe d'Algérie. La répression a été forte au point qu'un jeune supporter a perdu un œil, victime d'un tir de LBD.

Ainsi, ce contexte anti-algérien et anti-arabe a permis de couvrir le passage à l'acte de ces bandes armées qui ont pu en toute impunité sévir pendant plusieurs heures dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Lyon qui est aussi le fief de nazillons du type GI. En effet, alors qu'en ce vendredi les supporters de l'équipe d'Algérie tentaient de fêter en masse dans le centre-ville de Lyon la victoire de leur équipe en finale de la CAN de football face au Sénégal, des militants de groupuscules fascistes ont attaqué à plusieurs reprises des familles d'origine maghrébines dans des quartiers limitrophes. Comme souvent, ils s'en sont pris à des personnes isolées ne pouvant pas se défendre. Selon, le journal *Le Progrès* du 21 juillet, un groupe d'une trentaine d'individus vêtus de noir et armés de battes de baseball a attaqué dans un premier temps une mère de famille qui rentrait chez elle en voiture en compagnie de son bébé de 12 mois. En la voyant arrêtée à un feu, ils l'ont identifiée comme semblant être d'origine maghrébine. Ils ont alors brisé son pare-brise avec du matériel de chantier



tout en lui hurlant « sale bougnoule ! ». Loin de s'arrêter là dans leur chasse aux faciès et leurs déchainements racistes, ils se sont aussi attaqués au véhicule d'une famille où se trouvait une petite fille et ses parents aux alentours du quai Fulchiron dans le 5<sup>e</sup> arrondissement. Le père, pris pour cible en raison de ses origines arabes, a été roué de coups avant de passer la nuit aux urgences et de porter plainte le lendemain. Il semblerait que trois autres femmes aient aussi subi le même type d'attaques dans la soirée.

Heureusement, grâce entre autres aux réseaux sociaux, ces événements ont pu percer l'actualité. Plus fondamentalement, il est à noter que dans le climat politique européen actuel avec la montée du nationalisme, des groupuscules fascistes passe à l'acte, souvent aidés par l'attitude complice des forces de l'ordre, en s'en prenant aux travailleurs immigrés ou d'origine arabe en particulier, aux homosexuels, aux militants des organisations ouvrières tant politiques que syndicales.

Dans la nuit du 27 au 28 août, trois nervis d'AF ont attaqué le local du PCF, dans le quartier, encore populaire, des pentes de la Croix-Rousse. Ils ont fracassé treize vitres, avant de prendre la fuite. L'alerte avait été donnée par des riverains, avisés par le bruit du verre brisé. L'enquête policière a permis d'identifier des suspects, qui ont été interpellés le 2 septembre et ont reconnu les faits.

Dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre, c'est le local de l'UL-CGT d'Oullins, commune limitrophe de Lyon et vieux bastion cheminot, qui a été attaqué par des « identitaires ». Ils ont recouvert de tags fascistes le local. À cela, s'ajoutent les agressions homophobes qui continuent dans le Vieux Lyon. La répétition de ces actes montre que non seulement le discours nationaliste, raciste et anti-ouvrier s'est libéré, mais surtout que leurs bras armés commencent à se lâcher et à se croire impunis.

Au-delà du soutien nécessaires aux militants du PCF et de la CGT, il est de la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier (PS, PCF, LFI, NPA, LO, POID, POL...) et au premier chef des syndicats (CGT, FO, FSU...), d'organiser l'auto-défense ouvrière. Contre les fascistes ou face à la police : front uni des organisations de la classe, autodéfense ouvrière, constitution de milices prolétariennes, armement des travailleurs.

21 septembre 2019, correspondant

# Toute la vérité sur l'assassinat de Steve Maia Caniço !

Le 22 juin, à Nantes, des jeunes veulent poursuivre la fête de la musique après 4 h du matin. L'endroit, le quai Wilson, est éloigné des zones d'habitation. À la surprise générale, la police charge avec des dizaines de grenades lacrymogènes ou de désencerclement ainsi que des tirs de LBD. Dans l'obscurité, la violence policière gratuite provoque la chute d'une dizaine de jeunes pris de panique dans la Loire dont Steve Maia Caniço, animateur périscolaire de 24 ans qui ne sait pas nager. Il disparaît. Ses proches appellent à Nantes à plusieurs rassemblements « Où est Steve ? » auxquels ont participé des militants du Groupe marxiste internationaliste.

*Ça tombe très mal pour la police nantaise. Alors que l'intervention policière à la Fête de la musique, dans la nuit du 21 au 22 juin, quai Wilson, à Nantes, suscite toujours une vive polémique. Le commissaire qui a pris la décision de lancer des gaz lacrymogènes lors d'une soirée électro entraînant la chute d'une dizaine de personnes dans la Loire, avait été décoré par le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, cinq jours plus tôt. (Ouest-France, 18 juillet 2019)*

Ce commissaire Grégoire Chassaing dont les accointances avec le RN et les fascistes sont de notoriété publique, faisait partie de la « promotion gilet jaune » honorée par le gouvernement Macron-Philippe-Castaner pour sa répression contre les Gilets jaunes.

*Christophe Castaner vient de décorer, le 16 juin, un certain nombre de ses agents, parmi lesquels au moins cinq sont impliqués dans des enquêtes concernant des violences policières. Parmi eux, on retrouve Rabah Souchi, à la tête de la charge de police ayant provoqué les blessures de Geneviève Legay à Nice ou encore Bruno Félix, qui commandait les CRS auteurs des tirs ayant tué Zineb Redouane à Marseille. (Mediapart, 17 juillet 2019)*

Le corps de Steve est retrouvé le 29 juillet. Le lendemain, le premier ministre Philippe déclare « qu'il ne peut être établi de lien entre l'intervention des forces de police et la disparition de Steve Maia Caniço ».

Depuis 2015, la bride aux bandes armées du capital a été lâchée : humiliation de lycéens à Mantes-la-Jolie le 6 décembre 2018, 5 mains arrachées et 25 personnes éborgnées parmi les gilets jaunes de fin 2018 à aujourd'hui, attaque des cortèges syndicaux le 1<sup>er</sup> mai, attaque d'une manifestation écologiste au pont Sully de Paris le 28 juin, supporteur de l'équipe d'Algérie éborgné à Lyon le 20 juillet...

La police, la justice et l'armée sont épargnées par l'austérité budgétaire et recrutent. Pourtant, le chef suprême de La France insoumise fait croire l'inverse.

*Macron détruit l'État, la police et l'armée. (Jean-Luc Mélenchon, 25 mars 2019)*

Les partis « réformistes » (PS, PCF, LFI...) sèment des illusions dans la « police républicaine » parce qu'ils défendent, en dernière analyse, l'ordre bourgeois. Les syndicats (FO, UNSA, CGT...) laissent accroire que les flics et les gendarmes sont des « travailleurs comme les autres ». Leurs adjoints centristes les couvrent.

*La dégradation de la situation que dénoncent les policiers est celle subie dans toutes les cités, dans tous les quartiers... Ils sont en première ligne pour constater la dégradation sociale et, au sens propre comme au sens figuré, la prendre en pleine figure. (LO, 19 octobre 2016)*

*Les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale, en particulier ceux qui travaillent dans les quartiers populaires. (LO, 26 octobre 2016)*



Il faut caractériser la police et l'armée pour ce qu'elles sont, à savoir des bandes armées au service du capital, un corps d'hommes armés, surpayé par rapport aux travailleurs de la même qualification, séparé du reste de la société qui, lui, reste désarmé.

*Dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, la police est, avec l'armée permanente, l'instrument principal de l'oppression des masses... Coupée du peuple, constituant une caste professionnelle fermée d'hommes dressés à sévir contre les pauvres, d'hommes relativement bien payés et jouissant des privilèges du pouvoir (sans parler des revenus licites), la police demeure infailliblement, dans toutes les républiques démocratiques où règne la bourgeoisie, l'instrument, le rempart, le bouclier le plus sûr de cette dernière. (Lénine, Ils ont oublié l'essentiel, mai 1917)*

Face à la violence policière et à celle des nervis fascistes, les syndicats de salariés et les partis issus de la classe ouvrière doivent s'unir pour défendre les manifestations, la jeunesse, les migrants, les grèves, les quartiers populaires... Seuls l'armement du peuple et la prise du pouvoir par les travailleurs mettront définitivement hors d'état de nuire les bandes armées du capital.

7 août 2019, correspondant

## Algérie : ouvrir une perspective démocratique, collectiviste et internationaliste

Depuis le 16 février 2019, des manifestations massives et répétées (Hirak) secouent l'Algérie, d'abord pour protester dans un premier temps contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika à un cinquième mandat présidentiel, ensuite contre son projet de se maintenir au pouvoir à l'issue de son quatrième mandat, enfin contre le maintien du « système » [voir *Révolution communiste* n° 54] par le gouvernement des militaires et pour la libération des manifestants et des opposants emprisonnés.

### Le « régime » et le capitalisme dépendant

À l'indépendance de l'Algérie, à la suite d'une longue et sanglante guerre menée par l'État français, le clergé musulman et la bourgeoisie locale, très réduite contrairement à la Tunisie et au Maroc, et son expression politique, l'appareil du mouvement nationaliste FLN, entendent empêcher la révolution sociale à laquelle aspirent confusément les ouvriers et les paysans pauvres qui se sont largement armés. Dès 1961, « l'armée des frontières » de Houari Boumediene, qui ne s'était guère battue contre l'armée française, mais était équipée par l'Égypte et l'URSS, s'empare de l'appareil d'État et désarme les masses. La population juive et d'origine européenne (plus espagnole et italienne que proprement française) quitte le pays, ce qui atrophie les forces productives dont la partie technique a été en partie détruite par les fascistes de l'OAS française.

Aucune organisation ouvrière ne s'oppose à la confiscation du pouvoir par l'appareil du FLN : le parti stalinien PCA, qui s'est longtemps opposé à l'indépendance, a pour consigne de la part de la bureaucratie du Kremlin d'empêcher toute révolution sociale, de soutenir le régime du FLN et de se contenter de faire pression pour que le nouvel État bourgeois s'allie à l'URSS. Les deux fractions issues de la destruction de la 4<sup>e</sup> Internationale (le SI de Pablo et Mandel, le CI de Hansen, Lambert et Healy) se sont toujours prononcées pour l'indépendance, alors que le groupe français VO ne le fait qu'en septembre 1958. Les deux fractions du PCI français, ainsi que la FCL, ont été réprimées pour cela par l'État français. Cependant, tout en se réclamant du « trotskysme », le CIQI comme le SIQI adhèrent au « front uni anti-impérialiste » qui est étranger au programme de 4<sup>e</sup> Internationale et qui est antagonique à la stratégie de la révolution permanente. En pratique, les deux courants se sont soumis au nationalisme bourgeois et clérical : l'un à sa version MNA (de celui-ci viennent le PT et le COSI algériens actuels), l'autre à sa version FLN (dont est issu le PST). En 1961, le principal dirigeant de cette fraction (Michel Raptis, alias Pablo) devient même conseiller du premier ministre Ahmed Ben Bella. En 2010 et en 2018, le premier courant (EITP dirigé par Daniel Gluckstein) tiendra ses conférences internationales à Alger avec l'aide de l'UGTA et la complicité du régime militaire.

Une fois porté au pouvoir par l'Assemblée nationale constituante, en septembre 1962, Ben Bella emploie une rhétorique panarabiste et « socialiste », consent l'auto-gestion dans les grands domaines agricoles vacants (30 % des terres cultivées) et héberge la Tricontinentale tiers-mondiste de Castro et Guevara. La constitution est adoptée par l'Assemblée constituante le 28 août 1963 et ratifiée par référendum le 8 septembre (5,2 millions de oui, 100 000 non). Le régime collabore en coulisse avec l'État français. Il interdit le PCA en novembre 1962 (il renaîtra sous le nom de PAGES). Il intègre la centrale syndicale UGTA à l'appareil d'État en janvier 1963. Il interdit une scission du FLN, le PRS de Mohamed Boudiaf, en août 1963. Il refuse toute autonomie à la Kabylie (la partie de l'Algérie peuplée par des Berbères), ce qui entraîne une scission du FLN (le FFS de Hocine Aït Ahmed) qu'il réprime en octobre 1963.

Une fois la situation stabilisée, l'état-major de Boumediene et de son adjoint Abdelaziz Bouteflika se débarasse en janvier 1965 de Ben Bella et des « pieds rouges », les militants étrangers qui pensaient naïvement aider la construction du socialisme en Algérie. La classe capitaliste est liée dès lors étroitement aux sommets de l'armée. Le parti unique FLN sert de couverture politique à l'armée et s'attribue tout le mérite de la lutte pour l'indépendance. Le capitalisme algérien accumule peu. Il reste dépendant et se développe surtout en parasite du capitalisme mondial, accaparant la rente que la lutte populaire lui a permis de confisquer à la bourgeoisie impérialiste française. Aujourd'hui, la vente de pétrole et de gaz procure 95 % des recettes extérieures de l'Algérie et 60 % du budget de son État.

Pour se protéger du mécontentement social, la classe dominante fait des concessions sur le prix des produits de base et joue sur le nationalisme, mais aussi de plus en plus sur la religion, comme la plupart des régimes bourgeois arabes à l'époque. Ainsi, en 1984, le régime revoit le Code de la famille sur la base de la charia.

En 1988, quand la jeunesse se soulève, elle est écrasée par le régime militaro-policier. Les élections libres de 1991 aboutissent à la victoire de la principale force d'opposition qui repose sur le réseau des mosquées, le FIS. Le régime annule les élections et déclenche une guerre civile dont la population fait les frais, *Le Monde* chiffre à 100 000 le nombre de tués. Le PT signe en 1995 avec la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH), le FLN, le FFS, le MDA, la Renaissance islamique (En Nahda) et le FIS la plateforme de Sant'Egidio (ou contrat de Rome) entièrement dans le cadre du capitalisme et de l'État bourgeois. Les partis bourgeois appuyés par la seule organisation politique ouvrière de taille significative, le Parti des travailleurs dirigé par Louisa Hanoune,

y dénoncent ensemble « l'internationalisation » (partie F), appellent au respect de la constitution (partie E) et se réclament « des principes de l'Islam » (partie A).

L'armée organise une élection présidentielle avec une pluralité de candidatures. En 2001, les Kabyles se révoltent mais sont réprimés par le régime avec le soutien du PT au nom de l'unité de la nation.

## Le Hirak ouvre une crise révolutionnaire

D'une ampleur inédite depuis des décennies, les manifestations de 2019 mélangent hommes et femmes, jeunes et vieux. Elles veulent se débarrasser de toute la clique qui dirige. Le PT et le PST, au lieu de les diriger dans cette voie, ouvrent à la bourgeoisie la solution de secours de l'assemblée constituante.

*L'assemblée constituante est à l'ordre du jour... Les hommes d'affaires brisés par l'oligarchie auront leur place... Dans le sursaut des citoyens, il y a une volonté de préserver l'État national.* (Louisa Hanoune, TSA, 4 mars 2019)

L'assemblée constituante vient de servir à paralyser les masses en Tunisie [voir *Révolution communiste* n° 3, 27] et en Égypte [voir *Révolution communiste* n° 2, 3, 8].

*Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise ; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne.* (Rosa Luxemburg, *Assemblée nationale ou gouvernement des conseils* 2, 17 décembre 1918)

La mobilisation populaire fait échouer le cinquième mandat. Le général Ahmed Gaïd Salah, chef de l'armée algérienne et vice-ministre de la défense, fait démissionner Bouteflika le 2 avril pour tenter de sauver le régime honni dont il est lui-même un pilier. Abdelkader Bensalah, qui était président du Sénat, devient président par intérim pour 3 mois (il y est encore).



Les manifestants continuent cependant à se mobiliser, conspuant de plus en plus ouvertement Salah et tous ses soutiens. Ainsi, dans l'UGTA, la colère contre la direction de la centrale entièrement vouée aux gouvernements du capital s'organise. Une pétition nationale recueille 1 million de signatures pour dégager le secrétaire général Sidi Saïd, des rassemblements sont organisés devant le siège de l'UGTA à Alger qui culminent le 1<sup>er</sup> mai avec des milliers de manifestants scandant : *Sidi Saïd dégage ! Sidi Saïd fait partie de la mafia ! Libérez l'UGTA !*

Pour trouver une légitimité politique qui lui fait défaut, le régime fait appel à un « Panel de dialogue et de médiation » avec une bonne partie des forces politiques bourgeoises algériennes (RND, FLN, FDJ, MSP, Talaie El Hourriyet...). De même, sous la pression des masses et pour essayer de canaliser leur colère, il incarcère des capitalistes liés à Abdelaziz Bouteflika (« oligarques ») et des anciens dignitaires, dont Saïd Bouteflika, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal.

Il s'en prend en même temps aux personnalités qui soutiennent le mouvement : Louisa Hanoune [voir *Révolution communiste* n° 35], Lakhdar Bouregaa, Karim Tabbou... et commence à réprimer les manifestants, notamment ceux qui portent le drapeau amazigh (berbère). Salah Dabouz est agressé le 9 septembre à Ghardaïa par un homme cagoulé.

La crise politique est en partie nourrie par la baisse du prix du pétrole et du gaz qui diminuait les marges du régime. Menée par les militaires, les purges des parasites qui tiennent les entreprises se traduisent par une désorganisation qui aggrave la situation économique.

*Des conglomerats qui aimaient se présenter comme des fleurons de l'entrepreneuriat privé vacillent, victimes du gel des commandes publiques pour certains, mais aussi des magistrats pour d'autres.* (Le Monde, 7 septembre 2019)

Pour que le nettoyage des corrompus soit efficace, il faut l'intervention des ouvriers, des employés, pour prendre en main les moyens de production, pour fabriquer ce dont la population a besoin (l'Algérie importe la plus grande partie de ce qu'elle consomme), pour organiser le travail de tous (26 % des jeunes sont au chômage, 20 % des femmes). Il faut que le prolétariat prenne le pouvoir, ce que l'état-major veut évidemment empêcher et ce que redoute toute la bourgeoisie.

Pendant l'été, les manifestations décroissent mais de nombreuses grèves pour les salaires touchent les entreprises et des barrages bloquent les routes sur la question de l'eau, du logement, des coupures d'électricité, du chômage et du pouvoir d'achat. À Boumerdès et à Béjaïa, le « panel » des médiateurs est chassé.

## À la recherche d'une solution bourgeoise

Deux regroupements de forces politiques (*Forces de l'alternative démocratique* et *Forces du changement*) se sont progressivement dessinés sur la scène politique algérienne pour le retour à l'ordre, pour préserver la propriété privée des moyens de production et l'État bourgeois qui la garantit. Ils diffèrent seulement sur la méthode pour y parvenir. De fait, en refusant d'ouvrir la voie à un gouvernement des travailleurs, à la révolution prolétarienne, ces coalitions permettent aux forces réactionnaires groupées autour des militaires d'avancer en dépit de la puissance du mouvement des masses.

D'un côté, les « Forces de l'alternative démocratique » sont composées d'un petit parti bourgeois provenant du FLN (UCP), de la LADDH, de partis nationalistes kabyles (RCD, FFS), des débris du stalinisme (MDS, PLD), d'organisations quasi-réformistes issues de la révision du programme de la 4<sup>e</sup> Internationale (PT, PST). Ce bloc de type front populaire prêche le pacifisme et mise sur une assemblée constituante.

*Nous partis politiques, personnalités et représentants de la société civile qui militent pour la souveraineté populaire et l'alternative démocratique, réunis le 26 juin 2019 à Alger, saluons la mobilisation et la détermination du peuple algérien, plus que jamais décidé à imposer pacifiquement un changement radical du système autoritaire. Nous avons souligné la nécessité de préserver le caractère pacifique, unitaire et national du mouvement populaire dans le but d'instaurer un processus constituant souverain qui prend en compte les aspirations démocratiques et sociales de l'immense majorité du peuple. (El Watan, 26 juin 2019)*

Si l'état-major dispose de l'armée et si les masses sont désarmées, qui va décider ?

L'autre pôle, les « Forces du changement », regroupe la majorité des partis de la bourgeoisie : les partis islamistes (FJD, El Binaa, MSP) et la mouvance issue du FLN (FLN, RND, UFDS, Talaie El-Hourriye). Cette coalition se prononce pour l'élection présidentielle.

Le 23 juin, l'UGTA, dont la direction a soutenu Bouteflika jusqu'au bout, tient son congrès. Ou plutôt, la bureaucratie se réunit, empêchant la tenue d'une véritable instance syndicale de débats et de décisions : 500 délégués triés sur le volet, parce que sur les 161 membres du conseil national, 100 s'opposaient à la direction Sidi Saïd et aux conditions d'organisation du congrès, comme les wilayas de Béjaïa, Ouargla, Tlemcen, Saïda et Tizi Ouzou et plusieurs fédérations au sein des wilayas officiellement non dissidentes.

Les bureaucrates saluent affectueusement Sidi Saïd qui a arrangé son départ (la presse algérienne annonce qu'il manque 34 milliards de centimes dans les caisses de l'UGTA) et sa succession : ils désignent Salim Labatcha, an-

cienn député du PT, comme secrétaire général. Le nouveau SG de l'UGTA transpire la haine de la révolution et l'amour pour le gourdin de l'État bourgeois. Il est connu pour être très proche de certains membres de l'oligarchie notamment Baha Eddine Tliba. Au cours de son mandat à la tête de la Fédération de l'agro-alimentaire, un secteur privatisé à 100 %, il s'est distingué par la suspension de syndicalistes et la dissolution de ce qui restaient de sections syndicales. Il préconise la convocation d'une élection présidentielle.

*Il faut aller vers une présidentielle au plus vite... L'élection d'un président élu démocratiquement, d'un gouvernement légitime permettra de prendre les décisions sur des dossiers qui sont en souffrance. (Salim Labatcha, EBourse, 1<sup>er</sup> août 2019)*

Répondant aux aspirations de la fraction majoritaire de la bourgeoisie, le 2 septembre, lors d'une visite d'unités militaires dans le sud du pays, Salah annonce que le processus devant conduire à l'élection présidentielle sera lancé le 15 septembre avec la convocation du corps électoral, la possibilité de déposer les dossiers de candidature et le lancement de la campagne. Cette élection devrait, selon le général, se tenir le 12 décembre.

## Pour la victoire du Hirak, pour la révolution sociale

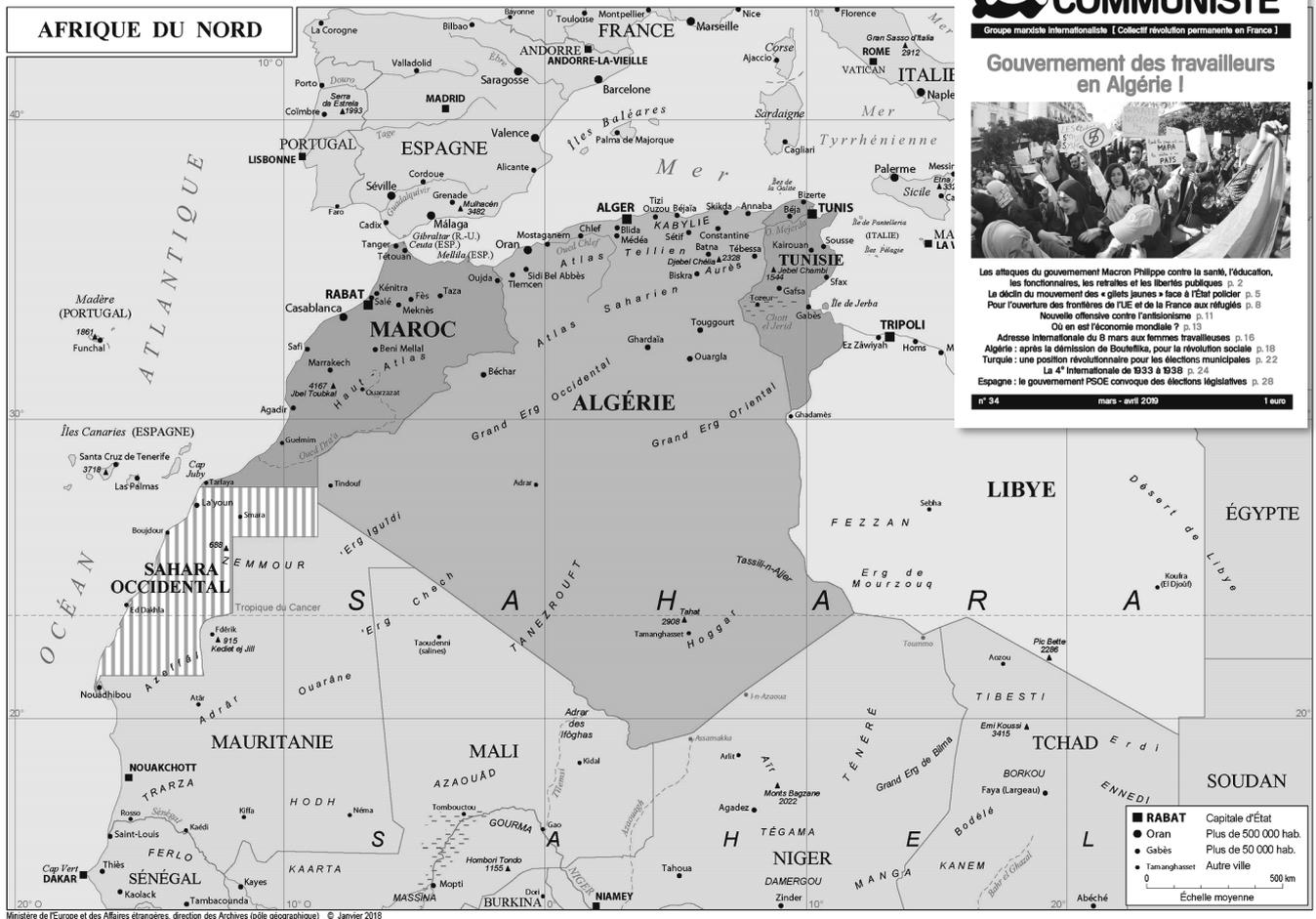
Le 3 septembre, la manifestation des étudiants assiege l'Assemblée nationale populaire (ANP) aux cris de « Dégagez ! ». L'idée d'une grève générale fait son chemin. Le 25 septembre, le tribunal militaire condamne Hanoune à 15 ans de prison ferme !

Malgré les mesures d'intimidation policière et le blocage des routes menant à Alger, la manifestation du vendredi 20 septembre a été gigantesque dans la capitale.

*C'était un 31<sup>e</sup> vendredi de défi, d'affirmation, de résurrection même. Hier, les Algériens étaient beaucoup plus nombreux que les semaines précédentes, où déjà la mobilisation avait connu un net regain par rapport à l'été. Ils ont marché dans la capitale pour réclamer, une nouvelle fois, le départ du « système » et pour rejeter le processus électoral en cours. (El Watan, 21 septembre 2019)*

Ce même jour, en Égypte, bravant l'état d'urgence permanent, la répression, des manifestants au Caire, à Alexandrie, Al-Mahalla, Damiette et à Suez ont conspué Sissi et le régime des militaires. En Égypte, comme en Algérie, le courage et la détermination ne manquent pas.

Fait défaut un parti ouvrier révolutionnaire capable dans ce processus révolutionnaire de conduire la lutte pour le pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes. Il exigerait la rupture de toutes les organisa-



tions ouvrières (UGTA, CSA, PT...) avec la bourgeoisie, avec tous ses partis, avec son régime (pas de transition organisée par la bourgeoisie libérale avec l'armée comme au Soudan !). Il pousserait à l'auto-organisation des ouvriers, des employés, des étudiants, des paysans pauvres, des femmes, des Kabyles. D'ores et déjà, les comités constitués dans les localités, les universités, les sections syndicales non inféodées doivent se concerter à l'échelle des localités, des wilayas, de tout le pays.

Il faut la représentation des masses en lutte et non une assemblée constituante. Ce mot d'ordre n'est progressiste que dans un pays qui n'en a jamais eu et qui n'a pas eu d'élections libres. Ce n'est pas vraiment le cas de l'Algérie qui a connu les deux. En tout cas, il faut éviter le replâtrage de l'État bourgeois, comme en Tunisie, via une « assemblée constituante souveraine ».

Pour que soient satisfaites les revendications démocratiques et sociales urgentes, le pouvoir doit revenir aux masses, pas à la bourgeoisie. Pour que le futur gouvernement des travailleurs puisse survivre, il faudra que la révolution s'étende aux pays voisins et dans les pays du Sud de l'Europe, ce que facilitera la présence de travailleurs d'origine algérienne.

À bas le régime et le pouvoir du général Salah !

Aucun dialogue avec le gouvernement bourgeois ! Rup-

ture immédiate des dirigeants politiques des partis et syndicats se réclamant des travailleurs avec ce gouvernement et les diverses forces bourgeoises ! Contrôle de l'UGTA par les salariés !

Annulation de la condamnation de Louisa Hanoune ! Libération de tous les prisonniers politiques ! Aucune poursuite contre les manifestants ! Droit de se réunir, de s'organiser ! Liberté de la presse et de tous les médias !

Grève générale jusqu'à la chute du régime ! Services d'ordre et auto-défense des manifestations et des grèves !

Abolition de la présidence de la république ! Dissolution des corps de répression de l'État algérien (armée professionnelle, police, services secrets) !

Laïcité de l'État ! Égalité pour les femmes ! Respect des droits des Berbères jusqu'au droit de se séparer !

Comités d'action dans les entreprises, les facultés, les villes, les quartiers ! Élection des délégués et centralisation de ces comités en un comité central de la lutte !

Des emplois et des logements pour tous ! Expropriation des grandes entreprises privées !

Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du Maghreb ! États-Unis socialistes de la Méditerranée !

25 septembre 2019

## Québec : abrogation de la loi 21 !

Le 16 juin, le gouvernement québécois dirigé par la Coalition avenir Québec (CAQ) a fait adopter le projet de loi 21 portant sur la « laïcité ». Il s'agit en gros d'interdire le port des signes religieux pour les employé-es de la fonction publique québécoise qui sont en position d'autorité comme les juges, les policiers, les gardiens de prison et même les enseignant-es. Bien entendu, c'est le voile ou foulard islamique qui est visé. Legault suit la même politique islamophobe que la plupart des gouvernements capitalistes occidentaux, qui ciblent en bloc les personnes de confession musulmane en bloc comme étant une menace pour la soi-disant « civilisation occidentale ». C'est une énième tentative méprisable de diviser la classe ouvrière et dévier la grogne envers les mesures d'austérité en faisant des immigrant-es et des minorités religieuses des boucs émissaires.

Nous avons déjà écrit sur la question de la laïcité l'année dernière en démontrant qu'elle est utilisée comme une arme contre les travailleur-es immigré-es, plus particulièrement les musulman-es [voir *Avant-Garde* n° 3].

L'État bourgeois se permet de dicter à la classe ouvrière comment elle devrait se vêtir tout en utilisant hypocritement la défense des droits des femmes pour justifier l'interdiction du port du voile au sein d'une couche du prolétariat. D'un combat historiquement progressiste, la laïcité sert maintenant de caution à la discrimination et l'oppression.

Le projet de loi 21 avait été déposé le 28 mars et a suscité un débat intense au Québec et aussi dans le reste du Canada, souvent sur une base chauvine. La Confédération des syndicats nationaux (CSN), une des plus grosses centrales syndicales québécoises, a pris position contre ce projet de loi en disant qu'il cautionne des préjugés.

*La CSN s'est ainsi prononcée contre le projet de loi 21, contre l'utilisation de la disposition de dérogation prévue par le gouvernement Legault, et elle a dit souhaiter que la clause de droits acquis prévus pour les employés visés par la loi soit étendue aux élèves qui étudient actuellement pour occuper ces mêmes postes. (La Presse, 15 mai 2019)*

La dérogation mentionnée dans l'article concerne la clause inscrite dans la loi constitutionnelle canadienne de 1982 qui permet de faire adopter des projets de loi qui vont à l'encontre de la Charte des droits et libertés du Canada. Cette clause est bien entendu évoquée par la CAQ pour donner de la légitimité à la loi 21. Au niveau de l'autre grande centrale, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, le Conseil régional du Montréal métropolitain a également pris position contre le projet de loi 21.

*Lors de l'assemblée générale du 7 mai 2019, les personnes déléguées présentes ont voté à la majorité une résolution réaffirmant leur attachement à la laïcité de*

*l'État. Elles se sont par le fait même opposées à toute législation interdisant le port de signes religieux à toute personne salariée, quelle que soit sa fonction, à moins qu'il nuise à sa prestation de travail pour des raisons d'identification, de santé-sécurité au travail. (CRMM de la FTQ, Communiqué, 13 mai 2019)*

Lors du vote à l'Assemblée nationale du Québec, la CAQ et le Parti québécois (PQ) ont voté pour tandis que le Parti libéral (PL) et Québec solidaire (QS) ont voté contre. Le PQ est en quelque sorte l'inspirateur de cette loi, car il a tenté de faire adopter un projet similaire en 2014, connu sous le nom de « Charte des valeurs québécoises » et il est très en pointe à la fois dans la campagne contre les signes religieux et pour diminuer les seuils d'immigration.

Québec solidaire, parce qu'il est réformiste et électoraliste, s'est opposé à la loi 21 pour des motifs bornés à la démocratie :

*Le 27 juin 1975, les élu-es du peuple québécois ont adopté à l'unanimité la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Aujourd'hui, les élu-es de la CAQ ont bâillonné les oppositions pour suspendre les droits et libertés de nos concitoyennes et de nos concitoyens. Pour François Legault, « c'est une triste façon de passer à l'histoire de notre démocratie », a affirmé la porte-parole de Québec solidaire, Manon Massé, au Salon bleu de l'Assemblée nationale, dimanche, pendant l'adoption forcée du projet de loi 21 sur les signes religieux. (QS, Communiqué de presse, 16 juin 2019)*

La question des droits des personnes immigrantes n'est pas du tout évoquée dans ce texte, pas plus que l'unité de la classe ouvrière qui est un terme sans aucun doute démodé pour ce parti petit-bourgeois. Pour QS, les fondements de la démocratie bourgeoise doivent être défendus, peu important les droits des travailleur-es les plus opprimé-es de la société québécoise et l'unité des exploités.

La loi 21 fait clairement partie des attaques qui se multiplient à l'heure actuelle contre la classe ouvrière et qui font partie des plans de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner. Le mouvement ouvrier dans son ensemble doit s'opposer résolument à toute mesure visant à restreindre les droits des immigrant-es, y compris celui de porter des signes religieux. La position de la CSN et du Conseil régional du Montréal métropolitain de la FTQ représentent un pas dans la bonne direction.

25 juillet, correspondant

### AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente du Canada

Québec : non à la pseudo-laïcité xénophobe, abrogation de la loi 21 ! 2

L'État canadien contre le droit du Québec 3

Appel du 8 mars aux femmes travailleuses 4

Adresse internationale du 1<sup>er</sup> mai 6

Pour la révolution permanente au Soudan 8

Contre le blocus étasunien de l'Iran 10

ABC du marxisme : l'Internationalisme 12



n° 5 printemps 2019 13

## Chine : arrêt de la répression policière à Hongkong, aucune menace d'intervention militaire !



### De la colonie britannique à la « région spéciale » de la Chine capitaliste

Le Royaume-Uni a occupé Hongkong lors de la Première guerre de l'opium contre l'Empire chinois, entre 1839 et 1842. Par le traité de Nankin, il s'en est emparé.

*L'autarcie était la condition de la continuité de la vieille Chine. L'isolement étant rompu violemment par l'Angleterre, sa dissolution était inéluctable... L'Angleterre a amené la révolution à la Chine. (Karl Marx, New York Tribune, 14 juin 1853)*

Malgré la révolution de 1949 et l'expropriation du capital et de la grande propriété foncière qui a découlé de la guerre de Corée, les travailleurs n'ont jamais dirigé la Chine. Elle restait au mains de la bureaucratie stalinienne.

Le territoire de Hongkong compte 7,4 millions d'habitants. Ancienne colonie anglaise, il est devenue une mégapole industrielle, commerciale et boursière bien avant sa rétrocession à la République populaire de Chine en 1997. L'État chinois a intégré sans problème l'enclave parce qu'il était devenu lui-même capitaliste après l'écrasement de la révolte de la jeunesse et de la classe ouvrière en 1989 et la décision du gouvernement chinois de rétablir le capitalisme en 1992, tout en maintenant un parti unique, pour éviter l'éclatement qu'avait connu l'URSS. Elle avait joué un rôle important dans le rétablissement du capitalisme en Chine par la bureaucratie stalinienne. D'une part, son existence a influencé ce choix ; d'autre part, elle a servi de plateforme d'investissement sur le continent (souvent de capitalistes de la diaspora han), d'abord dans les « zones économiques spéciales », puis à l'échelle de toute la RPC.

La production massive de marchandises et la transformation de la force de travail en marchandise

sont les caractéristiques du capitalisme. La production chinoise a majoritairement pour but la valeur d'échange. Les producteurs vendent aujourd'hui leur force de travail et risquent le chômage. L'oppression nationale et l'existence de « monopoles » sont les caractéristiques d'un État impérialiste. La Chine contemporaine abrite trois grandes bourses (Shenzhen, Shanghai et Hongkong) et compte de nombreuses entreprises capitalistes de taille internationale qui ont investi massivement à l'étranger. La RPC maintient par la force des peuples entiers dans ses frontières : Tibétains, Ouïgours. L'armée développe ses moyens d'intervention militaire et détient une base militaire en Afrique. La RPC est donc capitaliste et impérialiste de part en part.

Politiquement, Hongkong se distingue nettement du reste de la Chine car la population y jouit de quelques droits démocratiques, hérités de concessions tardives de la Grande-Bretagne alors que Xi Jinping rétablit une chape de plomb sur le continent ; elle comporte aussi nombre de réfugiés du continent, y compris d'anciens « gardes rouges » de 1966-1968 et de manifestants de 1989. Actuellement, Pékin, en vertu des accords de 1997, y stationne près de 6 000 soldats.

### La révolte des parapluies de 2014

En 2014, pendant 74 jours, Hongkong a été secoué par un puissant mouvement social. Des manifestants étudiants et lycéens pour la plupart, munis de parapluies pour se protéger des gaz lacrymogènes -d'où le nom de Mouvement des parapluies- s'insurgèrent contre la volonté du gouvernement central de Pékin de s'immiscer davantage dans la désignation du chef de l'exécutif de Hongkong qui est désigné actuellement au suffrage indirect par un Collège électoral peu démocratique.

L'occupation des quartiers était massive et populaire chaque fin de semaine, ce qui démontrait que de nombreux travailleurs étaient disponibles pour protéger les jeunes et se mobiliser. La convergence de la jeunesse scolarisée et du prolétariat de Hongkong pouvait obtenir des élections libres, une victoire contre le gouverneur et l'État chinois, ouvrir la voie à la révolution socialiste dans toute la Chine.

Mais le porte-parole de la Fédération des étudiants de Hongkong, Alex Chow, refusa d'appeler les syndicats de travailleurs à la grève générale, s'adressant au contraire au gouverneur. La deuxième confédération syndicale (Confédération des syndicats de Hongkong) fut contrainte à un geste de solidarité qu'elle borna à 24

heures de grève, la soupape de sécurité de toutes les bureaucraties syndicales dans le monde. Pendant ce temps, la bureaucratie de la principale organisation syndicale (Fédération des syndicats de Hongkong), liée à l'État bourgeois chinois, cautionnait la répression de la police locale contre les étudiants et les lycéens.

Le projet est finalement abandonné, laissant la situation en l'état. En mars 2017, Carrie Lam, une haute fonctionnaire, fut élue chef de l'exécutif de la « région administrative spéciale » par le collège électoral (777 voix sur 1 194 votants) avec l'accord de Pékin.

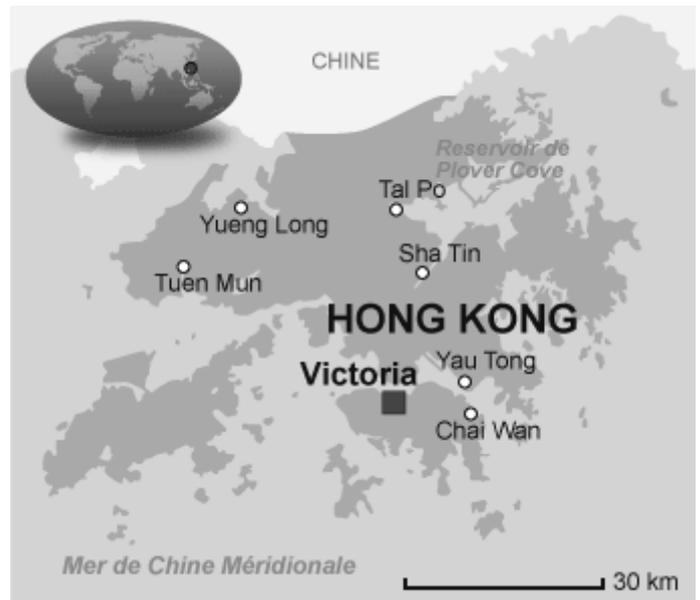
### Les masses s'opposent aux autorités de Hongkong et au parti unique de la RPC

Les services secrets chinois ne se privent pas d'enlever des militants, des éditeurs, des avocats et même des patrons ciblés par Xi. Mais cela ne suffit pas au régime despotique. Début février 2019, le gouvernement local veut permettre les extraditions judiciaires. La plupart des Hongkongais y voient à juste titre la possibilité pour Pékin de faire juger sur le continent des opposants, anciens ou récents. Le 31 mars, une première manifestation rassemble 10 000 personnes ; le 28 avril, 100 000. À chaque fois, Lam maintient le projet de loi amendé et confirme son adoption par l'organe parlementaire (Conseil législatif) avant l'été.

Le dimanche 9 juin, une manifestation d'un million de personnes traverse la métropole et se rend devant le Conseil législatif. Les manifestants réclament l'abandon du projet de loi qui doit y être adopté en deuxième lecture le 12 juin. Le soir du 9 juin, la police locale réprime les jeunes. Le 12 juin, un nouveau rassemblement de masse se tient le matin devant le Conseil législatif, la police fait usage de balles en caoutchouc et blesse plusieurs manifestants dont certains qui tentent d'entrer dans le parlement. Enhardis par ce premier succès et touchés par la mort accidentelle d'un manifestant tombé d'un échafaudage, ils sont 2 millions le 16 juin. Malgré la suspension du projet le 15 juin, les manifestants ne désarment pas. Nouvelle manifestation encore nombreuse le 1<sup>er</sup> juillet, jour férié et de commémoration de la rétrocession à la Chine, il y a plus de 500 000 manifestants. Une aile résolue se dirige vers le Conseil législatif, entre dans le bâtiment et s'en prend aux symboles de la République populaire et déploie un drapeau... de l'époque coloniale.

Lam, pour tenter de calmer le jeu, annonce la suspension du projet. Après cet événement, les manifestations continuent et rythment le quotidien de l'enclave par des rassemblements le soir et des manifestations chaque fin de semaine.

Les manifestants exigent désormais, outre le retrait du projet de loi et la démission de la chef de l'exécutif, une enquête indépendante sur les violences policières, l'arrêt



des poursuites pour les personnes inculpées d'émeute (menacées de 10 ans de prison) et des manifestants arrêtés, des élections au suffrage universel. Le mot d'ordre « Libérez Hongkong, le temps de la révolution » est scandé à chaque rassemblement.

Mais, au-delà de ces légitimes revendications, il manque une perspective politique qui les lierait avec le combat passé et actuel des travailleurs et de la jeunesse de toute la Chine. En effet, les libertés démocratiques de la population s'opposent de plein fouet au régime du parti unique de la bourgeoisie impérialiste chinoise.

### Lam réprime, Pékin menace

Le 21 juillet, des maffieux appartenant aux triades (qui jouaient déjà un rôle d'auxiliaire de la bourgeoisie chinoise et du Guomindang avant la révolution chinoise) attaquent dans le métro les manifestants rentrant chez eux, sans que la police intervienne. Cela accroît le vent de révolte envers le gouvernement local et le pouvoir central. Un commissariat est brièvement assiégé, des barricades en bambou sont érigées en centre-ville, des briques et des cocktails molotov lancés en direction des policiers. En outre, des drapeaux chinois sont jetés dans le port.

Le gouvernement chinois présente les manifestants comme une « poignée d'émeutiers manipulés par l'Occident », joue sur les cordes du nationalisme. Il menace : la télévision aux mains du PCC diffuse des images montrant 12 000 policiers antiémeute équipés d'hélicoptères s'entraînant dans la province du Guangdong ainsi que des convois militaires se dirigeant vers Hongkong. Faisant fi de ces menaces, de nombreux habitants de Hongkong manifestent début août aux cris de « Hongkong libre ». Il est palpable que les travailleurs peuvent s'engager dans la lutte.

*La surprise est venue de Wong Tai Sin, un quartier populaire plus au nord, où des manifestants étaient*

*également aux prises avec la police, samedi 3 août au soir. Peu après minuit, alors que la police tentait de procéder à des arrestations, plus d'une centaine d'habitants du quartier sont venus pour soutenir les manifestants, forçant la police à battre en retraite. (Le Monde, 3 août 2019)*

Le 4 août, Lam promet que « *le gouvernement sera ferme pour maintenir la loi et l'ordre* ».

### **La grève générale du 5 août**

Le 5 août, des dirigeants du mouvement appellent à une grève générale. Une centrale syndicale fait tout pour empêcher les salariés de rejoindre la jeunesse ; l'autre se borne à une journée d'action de 24 heures.

*La Confédération des syndicats de Hongkong, une organisation ouvrière pro-démocratie de 160 000 membres, a appelé lundi à la grève, tandis que la Fédération des syndicats de Hongkong, une organisation pro-Pékin, a exhorté les travailleurs, surtout ceux des transports, à travailler normalement pour ne pas paralyser la ville. (New York Times, 5 août 2019)*

La cessation du travail touche les transports urbains, l'administration, l'aéroport, les banques... C'est la première fois que Hongkong connaît une grève de cette ampleur. Les salariés rejoignent les manifestations. Les nervis des triades tentent de nouveau d'attaquer des cortèges mais cette fois, les manifestants armés de bâtons les repoussent. La police fait un usage démultiplié des balles en caoutchouc et des gaz tout en arrêtant plus de 100 personnes, soit plus de 420 manifestants depuis deux mois.

À Pékin, le représentant du bureau des affaires de Hongkong et de Macao déclare :

*La Chine ne sera pas faible avec ceux qui enfreignent la loi. Ne sous-estimez jamais la ferme détermination et la puissance immense du gouvernement central... Qui joue avec le feu se brûle à mort. (Yang Guang, 6 août 2019)*

Parallèlement, les partis bourgeois libéraux et les clergés chrétiens de la péninsule freinent le mouvement et tentent de le cantonner à la pression sur Lam.

*Vêtus de la tenue emblématique de la contestation, un tee-shirt noir et un casque de chantier jaune, deux jeunes hommes et une jeune femme portant des masques ont présenté ce point presse, le premier aussi formel. « Nous appelons le gouvernement à redonner le pouvoir au peuple et à répondre aux demandes des citoyens de Hongkong », ont-ils affirmé, assurant qu'aucun ne s'exprimait au nom d'un quelconque mouvement ou parti politique. (AFP, 6 août 2019)*

### **Les travailleurs doivent prendre la tête du mouvement**

De fait, les travailleurs sont beaucoup plus présents qu'en 2014. Pour que le combat soit victorieux, la classe ouvrière doit prendre la tête du mouvement et faire la jonction avec celle du continent. Le mouvement doit étendre les mots d'ordre aux revendications sociales et à l'ensemble de la Chine afin de ne pas tomber dans le piège du séparatisme nostalgique de l'oppression coloniale.

C'est ce que craint le plus le gouvernement de Xi Jinping qui joue de la division entre les populations de Hongkong et du reste de la Chine, ainsi que de la crainte des manipulations étrangères au moment où les États-Unis mènent une guerre commerciale contre l'impérialisme rival. Pourtant, Trump appelle les manifestants à rester pacifiques.

Pour construire un parti ouvrier révolutionnaire capable de conduire la lutte, les noyaux lutte de classe et marxistes doivent s'unifier et poser la question du pouvoir à l'échelle de toute la Chine, tendre la main aux travailleurs du Japon, de Corée, etc.

Grève générale jusqu'au retrait de la loi d'extradition !

Libération de tous les prisonniers politiques ! Aucune poursuite contre les manifestants !

Dissolution des corps de répression ! Services d'ordre et auto-défense des manifestations et des grèves ! Comités d'action et de grève dans les quartiers et les entreprises ! Élection des délégués et centralisation de ces comités en un comité central de la lutte !

Libertés démocratiques dans toute la Chine ! Droit de constituer ses syndicats et partis ouvriers ! Droit de grève et de manifestation ! Droits pour les minorités nationales de s'autodéterminer !

Augmentation des salaires et réduction du temps de travail, expropriation des groupes capitalistes ! Logement digne pour tous !

À bas le gouvernement de Xi Jinping et sa marionnette Carrie Lam ! Dissolution du « Collège électoral » et suppression du poste de « chef de l'exécutif » ! Révocabilité des députés et rémunération au niveau du salaire des travailleurs !

Gouvernement des travailleurs de Hongkong à Pékin ! États-Unis socialistes d'Asie !

7 août 2019

Collectif révolution permanente (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

# 1989 : Chine, l'écrasement sanglant de la révolte étudiante et ouvrière de Tienanmen

En Chine, il est interdit de commémorer le 4 juin 1989, un massacre de milliers d'ouvriers et d'étudiants perpétré trente ans auparavant. Le président Xi Jinping est lui-même le fils de Xi Zhongxun, haut dignitaire de l'État ouvrier bureaucratisé qui fut impliqué dans la répression.

## Les masses veulent la démocratie, la bureaucratie envisage le capitalisme

La lutte déclenchée par Mao Zedong contre la majorité du PCC en 1966 fracture la bureaucratie parasitaire qui usurpe le pouvoir de la classe ouvrière dans l'État ouvrier chinois. En 1968, la clique de Mao décide de mettre fin aux menaces de révolution politique, quand la classe ouvrière commence à se mobiliser à son compte en retournant contre toute la bureaucratie son verbiage gauchiste. Mao, Zhou Enlai et Kang Sheng recourent à la police secrète et à l'armée (APL) pour mettre au pas les gardes rouges dissidents et les ouvriers révoltés. En 1972, Mao reçoit le président américain Nixon au moment où celui-ci bombarde le Vietnam du Nord, indiquant sa allégeance à la domination impérialiste du monde. Les tentatives d'expression politique en dehors du PCC de 1978-1979 sont réprimées.

L'économie souffre de l'arriération du pays, de son isolement après la rupture avec l'URSS et l'instauration d'une dictature militaire en Indonésie en 1965, des limites de l'administration par en haut et du pillage par la bureaucratie. La majorité de celle-ci dirigée par Deng Xiaoping entame des réformes de marché pro-capitalistes. En 1979, l'État crée sur la côte des « zones économiques spéciales » (ZES) où le capital étranger pourra profiter d'une main-d'œuvre compétente mais sans droits. À partir de 1985, la collectivisation forcée des campagnes s'assouplit. En permettant la location des terres et la vente de ses récoltes, Deng rétablit l'ouvrier agricole dans les campagnes. L'enrichissement de certains gros paysans, liés aux responsables locaux du parti, ouvre la voie à la transformation à grande échelle des travailleurs chinois en force de travail vendue sur le marché et permettant l'accumulation du capital. En 1989, des « nouveaux riches » se pavanent déjà à Pékin et dans les grandes villes.

L'enjeu est de savoir si la bureaucratie parasitaire va finir par mettre à bas ce qui reste de l'économie collective et planifiée ou si les travailleurs sauveront celle-ci en prenant le pouvoir, en renversant la bureaucratie.

*On ne peut certes pas penser que la bureaucratie abdiquera en faveur de l'égalité socialiste... il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite*

*dans des rapports de propriété... Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de transmettre est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur d'entreprise, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. Au contraire, la victoire du prolétariat sur la bureaucratie marquerait la renaissance de la révolution socialiste. (Léon Trotsky, La Révolution trahie, 1936, Minuit, p. 169)*

La jeunesse ne porte pas le poids des défaites précédentes et joue souvent un rôle précurseur dans les révolutions. Les grèves des étudiants chinois de 1985 puis de décembre 1986-janvier 1987 sont réprimées. Le premier secrétaire général, Hu Yaobang, est mis au placard. Son successeur est Zhao Ziyang désigné par la clique des « anciens » qui dirige en secret le pays autour de Deng Xiaoping, véritable parrain de cette mafia de l'État ouvrier dégénéré. Le 13<sup>e</sup> congrès du PCC d'octobre 1987 choisit de recourir un peu plus au marché et d'accélérer les « réformes ».

## La mort de Hu Yaobang sert de détonateur au mécontentement étudiant

Le 15 avril 1989, l'ancien secrétaire du PCC meurt. Les funérailles de Hu sont l'étincelle qui met le feu aux poudres. Des étudiants de plusieurs universités de Pékin décident de profiter des obsèques pour manifester.

En 2001, les procès-verbaux des indicateurs de la police, des présidents d'université et les comptes-rendus de réunions du comité permanent du bureau politique du PCC, la véritable direction de la RPC, sont divulgués.

*Entre le 15 avril et le soir du 19 avril, 1 654 dazibaos sont apparus dans 31 établissements d'enseignement supérieur de Pékin. À partir du 18, certains étudiants ont commencé à afficher et à crier des slogans réactionnaires visant des camarades hauts dirigeants tels que Xiaoping, Ziyang et Li Peng. (Zhang Liang, Les Archives de Tiananmen, Félin, 2004, p. 84)*

Le 18 avril, le bureau politique du PCC refuse de recevoir les pétitionnaires qui ont établi 7 revendications.

*Rendre publiques les revenus des dirigeants de l'État et de leurs familles, lever l'interdiction des journaux privés, augmenter les crédits à l'éducation et les salaires des intellectuels, mettre fin aux restrictions de manifestations de rue à Pékin, organisation*

*d'élections démocratiques pour remplacer les membres du gouvernement qui avaient adopté de mauvaises politiques.* (p. 74)

Les bureaucrates en chef envoient la police contre les représentants des étudiants qui attendent devant la porte Xinhua de Zhongnanhai, siège du gouvernement, place Tiananmen.

Le 19 avril, à partir de 23 heures, les étudiants de plusieurs universités apportent des couronnes sur la place.

*En chemin, plus d'un millier d'étudiants de l'ENSP brandissait des banderoles et criait des slogans tels que « Yaobang n'est pas mort », « À bas la dictature ! » « À bas le despotisme ! »* (p. 78)

Le 20 avril, les étudiants qui manifestent sont arrêtés. Cela déclenche la colère. Les étudiants se réunissent pour fonder un « comité provisoire » d'une organisation autonome qui prendra rapidement fin avril le nom de Fédération autonome des étudiants de Pékin (FAE). Elle lance un appel à la grève pour les 21 et 22 avril « pour protester contre les agissements illégaux de la police, pour que le gouvernement punisse les auteurs, que la police fasse des excuses » (p. 92). Le mouvement fait tache d'huile en province : Xi'an, Nankin, Wuhan, Shanghai, Canton, Shenzhen... Le 22 avril, l'assistance est massive aux funérailles de Hu.

Pour le secrétaire général Zhao Ziyang, il faut « empêcher les étudiants de manifester, punir sévèrement ceux qui ont commis des exactions, essentiellement recourir à la persuasion ». (p. 104). Lors d'une réunion du bureau politique le 24 avril, Chen Xitong, maire de Pékin invité à exposer la situation, manifeste son inquiétude.

*À ce jour, près de 70 000 étudiants sont en grève dans 39 établissements. (...) Certains fondent des organisations illégales, prennent d'assaut les radios des universités, dissolvent les Unions des étudiants [sous le contrôle de l'État] par la force, envoient des gens dans les usines, les collèges et les écoles, prennent contact avec la province, cherchent à organiser une grève des cours et même une grève générale à l'échelle nationale.* (p. 116)

Deng décide, le 25 avril lors d'une nouvelle réunion du BP, d'interdire les manifestations et les rassemblements. L'éditorial du *Quotidien du peuple* du 26 avril indique que c'est une « conspiration bien planifiée (...) pour plonger le pays dans les troubles (...) Son objectif réel est de renverser le Parti communiste chinois et le système socialiste... ». (p. 136).

### Forces et faiblesses du mouvement étudiant

Malgré la menace, le 27 avril, les manifestations étudiantes se déroulent dans tout le pays, y compris des villes petites et moyennes. À Pékin, ils sont au moins

200 000. Les slogans pour la démocratie sont accompagnés par ceux qui dénoncent la corruption des chefs et le despotisme du pouvoir. Massivement, la jeunesse scolarisée, rejointe par de nombreux professeurs, se dresse face au pouvoir. Mais elle n'est pas capable à elle seule d'obtenir les libertés fondamentales. Seule la masse des travailleurs peut les arracher, mais une fois en mouvement, elle ne s'arrêtera pas à celles-ci, elle voudra arracher le pouvoir à la clique qui l'usurpe.

La force du mouvement est telle que des journalistes refusent parfois de signer les articles corrigés par les bureaucrates dirigeant la presse. La grève s'étend.

Le 29 avril, le porte-parole du gouvernement Yuan Mu rencontre 45 étudiants dont une partie est membre de la FAE de Pékin, mais il rejette toutes les revendications. Le lendemain, une partie des délégués boycotte une rencontre avec le maire de Pékin. Deux porte-parole étudiants, Wang Dan et Wuerkaixi, déclarent que le dialogue est « *bidon* ».

Le 1<sup>er</sup> mai, la Fédération autonome des étudiants de Pékin organise des élections « de délégués à un comité préparatoire à la création d'une association nationale des organisations étudiantes autonomes. » (p. 166). En plus d'exiger la reconnaissance de leurs syndicats indépendants, les étudiants rassemblent les preuves de la corruption des bureaucrates. À Shanghai, ils exigent notamment des explications sur le bail accordé à des capitalistes étrangers sur l'île de Hainan devenue une « zone économique spéciale » en 1988. Mais quand la base réclame des résultats et veut arracher des droits démocratiques, la FAE reste marquée par l'illusion du dialogue avec le gouvernement.

Le 2 mai, une nouvelle pétition est lancée dans les universités pour la commémoration du 4 mai 1919. Ce jour-là, les étudiants de Pékin avaient protesté contre le traité de Versailles qui attribuait au Japon les territoires chinois annexés par l'Allemagne. Le 3 mai, Yuan Mu rejette les « 12 propositions ».

Le 4 mai, les rassemblements sont officiellement interdits. Les cordons de police cèdent devant un flux de manifestants bien organisés : service d'ordre, radio diffusant les mots d'ordre, repli organisé...

Mais le *Manifeste du 4 mai* de la direction étudiante est confus. Il ne sait pas répondre à la question cruciale : quel pouvoir garantira les droits démocratiques et les revendications ? Il se réclame de la « démocratie », de « l'État de droit ». Il supplie le gouvernement d'« accélérer la réforme politique et économique », promet que les étudiants « reprendraient les cours dès le 5 mai » (p. 180). Ce manifeste ne s'adresse pas aux travailleurs salariés ni aux paysans pauvres.

La direction étudiante clive entre reprise des cours et poursuite de la grève. Les tenants du « dialogue » sont influents malgré les refus répétés des autorités. Certains veulent remplacer les manifestations par une grève de la

faim à la Gandhi. Le hasard a aussi sa part dans les événements : Gorbatchev –qui prétend mener de pair en URSS démocratisation politique et modernisation de l'économie au moyen de réformes de marché– est attendu le 15 mai pour une visite officielle de 3 jours. Les dirigeants étudiants comptent dialoguer avec lui.

### La classe ouvrière s'engouffre dans la brèche

Deux camps s'affrontent au sein du comité permanent du BP du PCC : autour de Zhao Ziyang, revenu de Corée du nord le 30 avril, les partisans du dialogue ; autour de Li Peng, ceux de la répression. Ce qui inquiète les deux fractions, c'est le risque de l'intrusion de la classe ouvrière. Le secrétaire du PCC de Pékin alerte le BP le 10 mai.

*C'est au bureau municipal des mines que la situation est la plus grave. Du 25 avril à hier, il y a déjà eu dix cas de pétitions, le plus important ayant impliqué 280 personnes. Sur les 6 000 membres des familles des ouvriers dépendant du bureau, un tiers a déjà participé aux pétitions. Essentiellement des paysans devenus mineurs temporaires, des paysans qui habitent près des mines et de leurs familles. Ils réclament surtout l'amélioration de leur traitement, la transformation de leur hukou agricole [passeport paysan] en hukou non agricole et la possibilité de bénéficier de la sécurité sociale et des droits à la retraite. (p. 204)*

Le 13 mai, la grève de la faim est lancée. Plus de 10 000 étudiants s'installent place Tiananmen et promettent de ne plus manger si le dialogue n'est pas établi, n'est pas retransmis par les médias et si le qualificatif de « troubles » n'est pas retiré par les maîtres du pays.

*Commencée samedi 13 avec l'arrivée de 10 000 jeunes, la seconde occupation de Tiananmen s'était étoffée le lendemain, passant à 100 000. Lundi 15, les curieux et les délégations d'autres instituts ne cessaient d'amplifier leur présence – parmi ceux-ci, 500 cyclistes de l'université de Fudan de Tianjin, qui avaient bravement avalé sur leurs lourdes bécanes les 140 kilomètres les séparant de la capitale. Constatant l'aspect illusoire de toute tentative d'évacuation, quelques milliers de policiers ayant fait leur apparition dans la matinée, étaient bien vite repartis. (Éric Meyer, Pékin place Tian An Men, Babel, 2019, p. 130-131)*

Les intellectuels descendent dans la rue, forts d'une pétition de plusieurs centaines de noms. Partout dans le pays, les étudiants manifestent en soutien aux grévistes de la faim. Pour éviter tout contact avec eux, Gorbatchev n'est pas accueilli au siège du gouvernement officiel qui est place Tiananmen.

Le 17 mai, des manifestations massives des travailleurs et des étudiants déferlent dans le pays. Des mots d'ordre pour la démission de Deng Xiaoping et de Li Peng sont scandés. Les slogans sont tous centrés contre le pouvoir,

une banderole affirme à Pékin : « *Le peuple soutient l'État mais peut aussi le renverser !* ».

*En milieu d'après-midi, il était impossible d'estimer l'importance de la manifestation : un million ? deux millions ? La population entière semblait avoir pris possession de la rue. À pied, en voiture, en charrette à cheval, en camion... Des autobus bardés d'affiches et remplis de manifestants. Des tambours en tête des cortèges, rythmant le pas. Des jeunes, et des moins jeunes, s'égosillant dans des mégaphones. Toute circulation était devenue impossible, les cortèges occupant toute la largeur de la chaussée. Dès le matin, la composition de la manifestation quotidienne avait changé du tout au tout par rapport aux comités de soutien jusqu'alors remarqués dans les rues de la ville. Cette fois, ce sont les ouvriers qui manifestent. Des usines entières déferlaient, certaines distantes de plusieurs dizaines de kilomètres du centre. Des banderoles proclament fièrement : « La classe ouvrière est là ! » (Le Monde, 21 mai 1989)*

Le 18 mai, Deng Xiaoping tranche : il faut réprimer pour mettre fin à une situation qui devient révolutionnaire.

*Après avoir longuement et murement réfléchi à tout cela, j'ai conclu que nous devons faire intervenir l'Armée populaire de libération et proclamer la loi martiale à Pékin. (Zhang Liang, Les Archives de Tiananmen, Félin, 2004, p. 275)*

Tout en se préparant, les chefs du PCC donnent le change en palabrant avec les représentants étudiants qui y sont d'autant plus portés qu'ils n'ont aucune solution en termes de pouvoir. Ceux-ci sollicitent Li Peng le 18 mai pour que le mouvement soit déclaré « patriotique » et que le dialogue soit « retransmis à la télévision ».

Partout dans les grandes villes, les fédérations autonomes ouvrières (FAO) naissent, celle de Pékin comptera en quelques jours 20 000 membres. L'avant-garde de la classe ouvrière, elle, revendique le pouvoir.

*Le 19 mai, la Fédération autonome des travailleurs de Pékin annonce sa fondation officielle et déclare que si les revendications des étudiants ne sont pas satisfaites dans les 24 heures par le bureau politique une grève générale d'une journée sera lancée. Les revendications étudiantes sont rejetées par le bureau politique et la loi martiale instaurée. Sur ordre du gouvernement, l'armée et les chars entrent dans la ville, ce qui provoque une situation quasi-révolutionnaire à Pékin. Défiant la loi martiale, un million de personnes descendent à nouveau dans la rue au cours des 2 journées suivantes. La Fédération autonome des travailleurs de Pékin met alors en place des groupes appelés « Oser mourir » et*



*appellent ses membres à bloquer les convois militaires et les forces armées pénétrant dans la ville. Le durcissement du conflit entre le PCC et les manifestants politise très vite les travailleurs et la Fédération autonome. Celle-ci publie le 21 mai un Manifeste des travailleurs : « Le prolétariat est la classe la plus progressiste de la société. Nous devons montrer notre force comme la force centrale du mouvement pour la démocratie. La classe travailleuse est l'avant-garde de la République... C'est pourquoi nous ne laisserons pas faire du mal à nos étudiants qui ont été élevés dans notre société. » (Au Loong Yu, *La Chine, un capitalisme bureaucratique*, Syllepsis, 2013, p. 128)*

Le même jour, après avoir rendu visite aux étudiants grévistes de la faim sur la place Tiananmen pour les faire partir, Zhao Ziyang est mis sur la touche par Deng qui fait converger 180 000 soldats et policiers sur Pékin.

### **Le massacre du 4 juin**

Le 20 mai, la FAO de Pékin adopte un appel commun avec la FAE et le Centre de commandement de la grève de la faim. La clique de Deng y est qualifiée d'« ennemis du peuple ». Le texte appelle les « citoyens de Pékin à s'opposer au contrôle militaire » et demande que « les officiers et les soldats de l'APL s'opposent aux dictateurs qui les trompent et retournent leurs armes contre ces tyrans ». (Zhang Liang, *Les Archives de Tiananmen*, Félin, 2004, p. 334).

Le 21 mai, l'APL est bloquée par la fraternisation et les barricades dans tout Pékin ainsi qu'un soutien massif du pays avec des manifestations dans 131 villes. Toutes trouvent le soutien des travailleurs et cherchent la fraternisation avec les soldats. Des grèves touchent les entreprises, la question d'une grève générale est posée. De son côté, Deng fait fortifier le palais gouvernemental par des mitrailleuses et des herses.

La manifestation du 23 mai contre la loi martiale rassemble plus de 300 000 personnes à Pékin, 400 000 à Canton. 87 villes connaissent des manifestations massives. À chaque fois, la participation ouvrière est nombreuse. La direction étudiante envisage d'évacuer

la place Tiananmen. Elle se borne à demander la démission de Li Peng. Mais, du 23 au 26 mai, les étudiants de province prennent littéralement d'assaut les trains pour monter à Pékin. Finalement, le rassemblement est maintenu.

Fin mai, le mouvement décline faute d'avancer, quelques milliers d'étudiants seulement restent sur la place Tiananmen. De son côté, Deng mobilise de nouvelles troupes d'origine rurale et préservées de tout contact avec la population. Le 29 mai, il commence à réprimer le prolétariat.

*Lorsqu'on apprend que la police avait arrêté Shen Yinhan, le fondateur de la Fédération autonome des ouvriers de Pékin, quelques 300 étudiants partirent en pleine nuit manifester en faveur de sa libération. (p. 439)*

Le 30 mai, 3 autres dirigeants de la FAO de Pékin sont arrêtés. Les cours reprennent dans les établissements scolaires. Les billets de train pour quitter Pékin sont gratuits. Le 2 juin, la clique de Deng lance l'offensive. Le 3 juin au petit matin, la résistance spontanée des habitants et des militants surprend les troupes.

*Dans tout Pékin, durant les heures précédant et suivant l'aube, des véhicules de l'armée furent arrêtés ou retournés, eurent les pneus crevés, et environ 500 soldats se retrouvèrent encerclés dans des poches urbaines. (p. 496)*

Le 3 juin à minuit, les chars entrent massivement dans la capitale, des hélicoptères sont en soutien et les soldats tirent à vue. Les insurgés disposent de moyens de défense dérisoires. Venant de l'ouest, l'armée progresse vers la place Tiananmen en passant dans les quartiers ouvriers qui résistent glorieusement comme à Muxidi.

*À mesure de leur progression vers la Cité interdite, la masse humaine se fait plus dense pour leur opposer le barrage des corps. Étudiants et ouvriers font preuve d'un stupéfiant courage, honorant le vœu de défendre Tiananmen au prix de leur vie. Déjà sur Chang'An [grande avenue de Pékin débouchant sur la place], douze tanks se trouvent bloqués. Les fantassins s'interposent, les mettent en joue avec leurs AK-47. Quoique terrifiés, personne ne bouge : ils tirent, causant une vingtaine de morts. Au moins un millier de véhicules avance ainsi au pas, pour un défilé sinistre qui durera deux heures. (Éric Meyer, *Pékin place Tian An Men*, p. 203)*

Sur la place elle-même, il n'y a plus que quelques milliers d'étudiants et d'ouvriers. En quelques heures, ils sont encerclés, passés à tabac. Ceux qui tentent de s'échapper ou de résister sont tués sur le champ. Les derniers évacués chantent *L'Internationale*.

Durant les jours qui suivent, de nombreux habitants de Pékin manifestent leur hostilité aux soldats occupant leur ville et abattant tout contrevenant au couvre-feu. Des manifestations ont lieu dans toutes les capitales de province rassemblant des dizaines de milliers de personnes. À Shanghai, des étudiants et des ouvriers dressent même des barricades.

### La porte ouverte à la restauration du capitalisme

Finalement, le 10 juin, les organisations « contre-révolutionnaires » sont démantelées, les militants arrêtés ou en fuite. Le bilan est au moins de 5 000 morts.

Pour passer de la lutte pour la démocratie à l'éviction de la bureaucratie, il fallait un parti. Pour profiter des failles de la bureaucratie, il fallait une direction aux étudiants et aux ouvriers, un parti. Pour rallier les soldats de base aux ouvriers et aux paysans, il fallait un parti. Pour surmonter les illusions et les inconséquences des dirigeants étudiants et rallier les jeunes en formation aux ouvriers, il fallait un parti. Pour généraliser les FAO, les FAE, les services d'ordre, les centraliser dans des soviets capables de remplacer la bureaucratie, il fallait un parti. Pour empêcher la restauration du capitalisme et avancer vers le socialisme mondial, il fallait un parti.

L'usurpation du prestige de la révolution d'Octobre 1917 par le parti-mao-stalinien, la persécution des bolcheviks-léninistes de Chine par la bureaucratie accédant au pouvoir, la prosternation devant Tito, Mao, Ho... de la direction de la 4<sup>e</sup> Internationale entre 1949 et 1951 et la destruction qui s'en suit de celle-ci en 1952-1953 ont considérablement entravé la construction d'un tel parti.

Après le 4 juin 1989, la fraction prudente semble l'emporter : les mesures de marché sont bloquées un temps. Mais la majorité de la bureaucratie, n'étant plus menacée par les travailleurs, décide en 1992, après une

tournée de Deng dans le sud, de généraliser l'expérience des ZES et se convertit consciemment au capitalisme. Les enfants des bureaucrates deviennent des patrons, les paysans sont expulsés en masse des campagnes, les travailleurs doivent vendre leur force de travail.

*L'intermède « conservateur » post-Tienanmen est de courte durée puisque Deng Xiaoping parvient, à la suite de sa fameuse « tournée du Sud » début 1992, à imposer un changement de tendance à Pékin en faveur d'une nouvelle vague de libéralisation économique... L'expression « économie planifiée » tombe en désuétude dans le vocabulaire politique chinois. Le XIV<sup>e</sup> congrès du PCC, en octobre 1992, introduit comme substitut la notion « économie socialiste de marché ». Dans les dix années suivantes, sous Jiang Zemin et Zhu Rongji, l'économie urbaine est violemment restructurée, dans un grand mouvement de fermetures, de privatisations et de licenciements qui touche un peu plus de la moitié de la main-d'oeuvre et met fin au principe de l'emploi à vie dans l'industrie d'État. (Nathan Sperber, « La planification chinoise à l'ombre du capitalisme d'État », *Actuel Marx*, premier semestre 2019)*

Le PCC qui avait autrefois muté de groupe communiste internationaliste (1921) en aile gauche du nationalisme bourgeois sur l'ordre de la direction Zinoviev-Staline-Boukharine de l'Internationale communiste (1923), en guérilla paysanne s'appuyant sur l'URSS voisine (1927), en couverture de la bureaucratie étatique chinoise privilégiée (1949-1952), devient un parti au service de la bourgeoisie chinoise et peuplé de patrons (1992).

19 septembre 2019

## Souscription

**Aidez les communistes internationalistes, envoyez un chèque à l'ordre de l'ARTP !**

### Abonnement

envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien »)  
à l'ordre de ARTP pour 5 numéros de *Révolution communiste* à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP  
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville.....

Adresse électronique .....@.....



### **Trotsky : Contre le Front populaire & La Grève générale en France**

Face au coup fasciste du 6 février 1934, les travailleurs imposent l'unité aux deux centrales syndicales CGT et CGTU ainsi qu'au PCF et au PS-SFIO. Mais le front unique reste sans véritable contenu.

Le PS-SFIO est chauvin depuis 1914 et il pratique depuis des alliances avec des parti bourgeois, en particulier avec le Parti radical (Cartel des gauches) La bureaucratie privilégiée qui usurpe le pouvoir de la classe ouvrière en URSS redoute une révolution en France ou en Espagne car elle s'étendrait à la Russie où le souvenir d'Octobre est encore vif. En interne, son chef Staline liquide physiquement les opposants. À l'extérieur, face à l'impérialisme allemand qui se réarme, il cherche à nouer des alliances avec ses rivaux. Par conséquent, il fait tourner l'IC vers le menchevisme, vers le « front populaire ». Ainsi, en 1934, le PCF s'affirme patriote ; en 1935, il propose un bloc politique au Parti radical, un vieux parti politique bourgeois.

Alors, la direction du PS entreprend d'expulser les bolcheviks-léninistes du GBL et les militants, surtout des jeunes, qu'ils ont convaincus. Pivert constitue la Gauche révolutionnaire du PS qui brouille les cartes en bavardant sur la révolution, tout en soutenant le Front populaire. Il est récompensé par un poste de ministre dans le cabinet que constitue Blum en juin 1936.

Quand la grève générale spontanée déferle en mai-juin 1936, la bourgeoisie française accorde des concessions. Ses agents Blum (PS), Thorez (PCF) et Jouhaux (CGT) font reprendre le travail. Pivert continue à présenter le PS-SFIO comme le parti dont la classe ouvrière a besoin. Faute d'un parti ouvrier révolutionnaire implanté, abusés par le PCF qui représente pour beaucoup la révolution russe, les travailleurs cessent la grève sans avoir écrasé la menace réactionnaire, sans avoir créé et centralisé des comités, sans avoir exproprié les grandes entreprises capitalistes et les banques. Alors, le gouvernement Blum prône « la pause », réprime les mouvements des colonies, envoie les policiers à Clichy, refuse d'aider les républicains espagnols...

La classe ouvrière, trahie par ses directions, laisse passer sa chance de prendre le pouvoir et d'ouvrir la voie de la révolution en Europe, pour renverser d'un côté Mussolini et Hitler, de l'autre Staline. La bourgeoisie française, exaspérée par la peur qu'elle a éprouvée et par les concessions qu'elle a dû accepter, mène une contre-offensive : fuite des capitaux, hausse des prix, renversement du gouvernement Blum en 1936. Puis Daladier (Parti radical) persécute les réfugiés en 1937, annule en 1938 les conquêtes sociales de 1936. En 1938, Daladier réprime la grève de protestation et interdit le PCF.

Après le triomphe du nazisme en Allemagne, l'avortement de la révolution en France est suivi de la défaite de la révolution espagnole causée par le stalinisme et le Frente Popular rallié par la CNT et le POUM (CRC n° 14). Une nouvelle guerre inter-impérialiste devient inéluctable. Les articles de Trotsky consacrés à la France au milieu des années 1930 (ceux de 1934 dont « Où va la France ? » publiés dans le *Cahier révolution communiste* n° 19 et présentés dans *Révolution communiste* n° 35, ceux de 1935 et 1936 rassemblés dans ces deux brochures) prouvent qu'une autre voie était possible, celle tracée par le bolchevisme en 1917.

Le *Cahier révolution communiste* n° 20 contient : « Encore une fois, où va la France ? », 28 mars 1935 ; « Pour les comités d'action, pas le Front populaire », 26 novembre 1935. Le *Cahier révolution communiste* n° 21 contient : « La France à un tournant », 21 mars 1936 ; « L'étape décisive », 5 juin 1936 ; « La révolution française a commencé », 9 juin 1936 ; « Devant la seconde étape », 9 juillet 1936 ; « Lettre au Parti ouvrier internationaliste », 19 juillet 1936 ; « Lettre à Victor Serge », 30 juillet 1936. Les deux comprennent une chronologie et un index des noms propres.

*Cahiers révolution communiste* n° 20 & 21, chacun 2 euros auprès des militants, 4 euros par la poste

# Daniel Sanvoisin (dit Renault), 1949-2019

À la fin des années 1960, Daniel Sanvoisin adhère à l'Organisation communiste internationaliste (OCI, section française du Comité international de la 4<sup>e</sup> Internationale). Alors que la plupart de ses camarades de l'époque ont renoncé ou sont devenus des sociaux-patriotes (au POI ou au POID, voire au PS ou à LFI), notre camarade rejoint le Comité communiste internationaliste-trotskyiste (CCI-T) en 2009, tant il tient toujours à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste. Daniel nous a confié avoir travaillé comme salarié dans l'édition, puis comme caviste pendant dix ans. Naturellement, il devient membre du Groupe marxiste internationaliste (GMI, section française du Collectif révolution permanente) lors de la fusion du CCI-T et du GB en 2013.

En 2015, le cancer l'oblige à interrompre son activité militante. Il se met en congé du GMI mais il demeure animé par cette volonté militante et les convictions révolutionnaires que nous lui connaissions. Il est en permanence soucieux de connaître la situation politique, l'analyse du groupe, ses déclarations, communiqués et tracts, pour pouvoir diffuser par internet des dizaines et dizaines de textes à différentes personnes de son entourage. En rémission voici deux ans, il envisage même un retour en réunions de cellule, mais ne le peut pas. Il participe encore à des manifestations politiques et syndicales à Limoges dès qu'il en a les possibilités. En janvier 2019, malgré une aggravation, il suit encore l'actualité, la révolte des Gilets jaunes particulièrement, affichant toujours le même esprit combatif pour sa classe.

C'était quelqu'un qui aimait la vie mais qui était sérieux et qui s'est battu ainsi les dernières années, repoussant très certainement l'échéance. Il a su par la suite qu'avant sa première intervention, ses chances de survie n'étaient que de quelques jours. Par le passé, il a fait de la compétition cycliste en amateur. Il aimait la musique, la littérature, le théâtre, le cinéma, la sculpture, l'art en général. Il affectionnait particulièrement la photo, participant à des concours (certaines de ses photos vont faire l'objet de publications).

L'antimilitarisme du plateau de Millevaches comme à Gentioux dans la Creuse, le soviet des soldats russes en 1917 au camp militaire de La Courtine, n'avaient pas de secret pour lui. Il s'est ainsi inséré dans la vie associative de cette petite ville d'Eymoutiers où sa femme et lui se sont installés définitivement à la retraite. Le « grand timonier », comme certains l'appelaient, très certainement affectueusement, dans ce coin de la Haute Vienne, aimait ce pays du colonel Guingouin. Toute proportion gardée, c'étaient deux rebelles, avec bien d'autres de cet endroit marqué historiquement par un esprit irréductible de résistance. Souvent, cela a pris la forme de lutter pour en finir avec le capitalisme et pour le communisme. Cela aura été le point commun des FTP et de Daniel.

Notre camarade, notre « copain d'Eymoutiers » comme nous disions, a même rêvé que le GMI puisse enclencher de conséquents combats prolétariens et de la jeunesse, contre le gouvernement et la classe dominante, et même dans une dimension internationale. Comme d'autres, il a pu penser que le front unique ouvrier pouvait être réalisé malgré la faiblesse de l'organisation révolutionnaire et être ainsi un tremplin pour la suite. Mais il ne suffit pas de proposer le front unique. Avant que la maladie l'invalide, Daniel a été pour nous un camarade formateur tant il affectionnait de parler de la révolution russe, de la démocratie ouvrière qui lui tenait particulièrement à cœur et aussi du poison idéologique que constitue l'obscurantisme religieux. Il militait à la Libre pensée et a été, en Haute-Vienne, à l'origine d'un procès qui obligea des maires à rendre l'argent public octroyé illégalement pour des ostensions. D'une voix qui portait, il savait intervenir dans les meetings même si les organisateurs lui retiraient le micro. Il aimait rappeler à chacune et chacun dans la salle, que l'avenir des enfants et des petits enfants, en sus du nôtre, la question du passage au socialisme, n'était pas seulement l'affaire des militants, mais celle de toutes et tous les présents.

Il s'engageait pleinement en précisant tout d'abord que le socialisme n'est pas pour les calendes grecques et qu'il n'y a pas de solutions partielles à mettre bout à bout, ni réformisme sans réforme qui puisse tenir, qu'il n'en existe qu'une « globale » : la prise du pouvoir par la classe ouvrière. La nécessité de dire la vérité définissait aussi notre camarade. Daniel était un roc, à la personnalité de battant, un de ces combattants communistes qui n'abandonnent pas. Son engagement dans la dernière partie de sa vie au CCI-T et au GMI n'a rien d'étonnant. Il fut indéniablement pour la cellule de Limoges un exemple qui a aidé chacune et chacun à tenir malgré les difficultés, les défaites des masses et l'incroyable régression du mouvement ouvrier.

À la fin de l'année 2018, il a subi une nouvelle attaque de la maladie et de nouveaux traitements. Il affronté courageusement les derniers mois et les trois derniers jours a sombré dans une sorte de sommeil permanent, sans souffrir. Il a tenu jusqu'au 1<sup>er</sup> mai. Il a ainsi fait un dernier pied de nez au système capitaliste et à la classe dominante, aussi bien de l'avis de ses camarades que de sa famille. C'était aussi tout à fait lui. Un dernier hommage lui a été rendu lundi 6 mai au crématorium de Landouge, en présence d'une nombreuse assistance, sa famille mais aussi des membres de la LP et ses camarades du GMI.

Nous ne l'oublierons pas, nous poursuivons son combat. Merci de t'avoir connu et bataillé avec toi, camarade !

5 juillet 2019, correspondant

## ABC du marxisme : l'impérialisme

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des entreprises géantes apparaissent, par le jeu de la reproduction élargie du capital et de la concurrence dans tous les grands pays capitalistes (Allemagne, États-Unis, Japon...). Une proportion grandissante de la production et du capital est détenue par une poignée de grandes sociétés (appelées alors « monopoles »). Par ailleurs, la classe capitaliste tend à se diviser entre managers salariés et actionnaires totalement parasites.

L'apparition de ces groupes va de pair avec l'interpénétration des activités industrielles, commerciales et bancaires, assurantielles. La tendance à la fusion entre capital industriel et capital bancaire est appelée par Lénine « capital financier ». Toutes les grandes entreprises prennent des aspects financiers, mènent des activités financières, interviennent sur des marchés de titres financiers, spéculent. Les fusions et acquisitions, par exemple, passent par des achats d'actions, parfois opérées en bourse (OPA, OPE), financés souvent par emprunt (effet de levier financier). Certains groupes de l'industrie ou du commerce créent même leurs propre banque ou société de crédit.



La concurrence ne disparaît pas, elle change de forme. Quand une poignée de grandes entreprises dominent l'économie nationale, les liens entre les managers qui sont à leur tête et l'appareil d'État se font plus directs, au détriment du petit et du moyen capital. Les groupes capitalistes appuyés sur leur État font éclater partout les anciens modes de production et se partagent le monde. Le système capitaliste devient complètement mondialisé sans pour autant être homogène.

Avec la phase impérialiste, tout pays fait partie du capitalisme mondial. Le développement est combiné. Mais il reste inégal, car quelques-uns le dominent (les puissances impérialistes) alors que la plupart sont exploités et soumis. Ainsi, le monde comporte à un pôle des grands pays impérialistes et à l'autre des pays dépendants et retardés économiquement. Entre les deux, figurent de nombreux petits pays impérialistes qui n'ont pas les moyens de menacer à eux seuls un autre État et des puissances régionales qui tentent d'échapper à la domination des grands pays impérialistes et de créer leurs firmes transnationales.

Les grandes entreprises, spécialement celles des petits États, ne peuvent se borner au marché national. D'abord, elles exportent des produits et importent des matières premières, de l'énergie et des composants. Le prolétariat se déplace en fonction de la localisation du capital (par migration interne à l'État national ou par émigration). En outre, les banques prêtent à des clients d'autres pays et les groupes de l'industrie ou du commerce investissent au-delà des frontières, les deux constituant une exportation

de capital (l'investissement direct à l'étranger). L'État national intervient de multiples façons pour garantir les approvisionnements et les débouchés, pour encourager et protéger ses propres groupes.

En outre, l'État bourgeois découvre qu'il peut corrompre les appareils des grands partis ouvriers et des syndicats de masse, les intégrer, les transformer en « bureaucraties sociales-patriotes », en « agences de la bourgeoisie ».

Il n'y a pas d'unification pacifique du monde sous l'égide d'un « Empire », d'un « super-impérialisme », d'organismes supranationaux (FMI, OMC, BM...).

Il n'y a même pas d'unification continentale possible, comme l'illustrent les convulsions de l'Europe. La guerre est permanente à l'époque impérialiste, sous forme de conflits militaires récurrents à l'échelle locale et, parfois, d'affrontements généraux (les guerres mondiales) pour redéfinir par la force le partage du monde. L'éclatement de l'Ukraine et de la Géorgie à cause des pressions et manipulations occidentales et russe ; les tensions militaires en Corée et mer de Chine entre impérialismes chinois d'un côté, américain et japonais, de l'autre ; les interventions de l'impérialisme russe et des impérialismes occidentaux en Syrie l'illustrent aujourd'hui.

La place d'un pays dans la hiérarchie mondiale n'est pas fixée à jamais. Ainsi, l'hégémonie britannique a fait place à l'hégémonie américaine. Les États-Unis détiennent encore la suprématie, mais sont affaiblis. La Chine, ayant restauré le capitalisme, est devenue une puissance impérialiste.

Le passage du capitalisme ascendant à la phase impérialiste où le grand capital se partage et se repartage le monde au prix de conflits et de menaces sur la planète signifie l'épuisement du rôle progressiste de la bourgeoisie. Les rapports de production capitaliste deviennent un obstacle au développement des forces productives et une menace pour l'humanité entière. En ce sens, l'impérialisme est la « réaction sur toute la ligne ».

La révolution permanente est la stratégie adéquate à l'époque impérialiste. Le déclin du capitalisme met partout à l'ordre du jour la révolution socialiste qui ne peut être menée que sous l'hégémonie de la classe ouvrière. Pour mener cette tâche historique, pour surmonter les trahisons des bureaucrates, pour vaincre le fascisme, pour mettre fin à la guerre, pour construire le socialisme-communisme mondial, il faut que l'avant-garde révolutionnaire se regroupe dans chaque État (le parti) et à l'échelle mondiale (l'internationale).